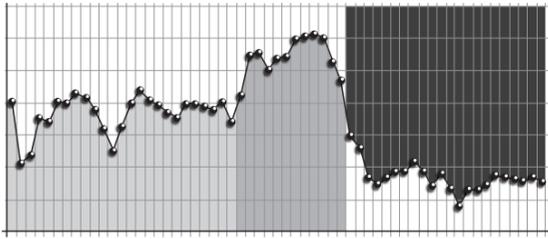
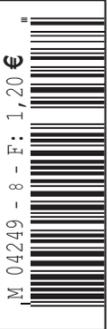


**PARTOUT EN EUROPE
PAS QUESTION DE PAYER
LEUR CRISE**



Une autre voie à gauche doit se faire entendre. Tour d'Europe de la gauche anticapitaliste.

**L'EUROPE QUE NOUS VOULONS
PAGES 6, 7 & 11**



Un nouveau rapport donne des indications sur la **répartition des richesses créées**, entre capital et travail. Reprenons ce qu'ils nous ont volé!
PARLONS-EN PAGE 10



Le gouvernement passe en force sur la loi «**Hadopi**», un texte réactionnaire qui menace grandement les libertés sur Internet.
CULTURE & MÉDIAS PAGE 9

TOU**T** est à nous!

HEBDOMADAIRE DU **NPA** NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE

14 MAI 2009 | N°8 | 1,20€ | WWW.NPA2009.ORG

NON À LA LOI BACHELOT PAS TOUCHE À L'HÔPITAL

PRISONS COMBATTRE LE SYSTÈME CARCÉRAL

Le mouvement des surveillants de prison pour améliorer leurs très difficiles conditions de travail est justifié, mais il ne doit pas esquiver l'essentiel. La société capitaliste de chômage et d'inégalité et la politique répressive de Sarkozy sont les premiers responsables du scandale permanent que sont les prisons françaises. Elles engendrent un surpeuplement carcéral chronique, à l'origine de conditions de détention inhumaines. **LIRE PAGE 4**

UNIVERSITÉS CONVERGER

Après trois mois de lutte, la mobilisation reste forte dans les universités face aux contre-réformes du gouvernement. Assemblées générales (AG), coordinations nationales, actions et manifestations se poursuivent dans les universités. Mais, ici comme ailleurs, la stratégie des directions syndicales pèse fortement. Si la journée de grève générale du 29 janvier a servi de déclencheur, il a fallu mobiliser toutes les énergies pour tenir dans la perspective du 19 mars. L'absence de suite rapide n'a pas aidé, même si les cortèges universitaires étaient bien présents le 1^{er} mai. Les confédérations n'envisagent même pas de nouvel appel à la grève d'ici l'été. **SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 5**



Paris, le 28 avril. Les cortèges de la santé et des universités se rejoignent. (CHARLIE)

A l'heure où le gouvernement transforme l'hôpital en entreprise, la mobilisation est particulièrement déterminante.

Pour désamorcer et diviser l'opposition à la loi Bachelot, Nicolas Sarkozy a dû se résoudre à «manger son chapeau». Après avoir proclamé à longueur de discours qu'il fallait «un chef, un seul, le directeur», il affirme désormais qu'il ne doit pas y avoir de «despote absolu», pas plus que d'hôpital-entreprise. La mobilisation hospitalière est passée par là! Mais ne nous y trompons pas, ce recul verbal, tout comme les amendements adoptés par le Sénat, n'ont qu'un but: faire accepter sur le fond la loi Bachelot, en ne faisant que quelques concessions mineures, notamment pour préserver l'apparence du pouvoir médical. Les «concessions» annoncées par Sarkozy, sur la «gouvernance» de l'hôpital ne concernent que les CHU, soit seulement quelques établissements. De plus, une partie des amendements proposés au Sénat aggrave

le texte initial: c'est ainsi que les cliniques privées ne sont plus tenues de réaliser un certain nombre d'actes sans dépassement d'honoraires, et que les quelques mesures encadrant l'activité libérale disparaissent! Mais, surtout, aucun amendement de fond ne vient modifier le rôle des agences régionales de santé (ARS), ces «pivots de la réforme», comme le souligne le ministre de la Santé, Roselyne Bachelot. La commission du Sénat propose seulement un changement... de nom! Ces agences régionales de santé sont pourtant les «quartiers généraux» de la privatisation de l'hôpital, ainsi que de la Sécurité sociale. Les ARS décident des ouvertures, des fermetures et des regroupements de toutes les activités de soins, fixant par contrat leurs objectifs d'activité. Elles ont entre leurs mains l'ensemble des crédits et peuvent ainsi transférer activités et financements de l'hôpital public vers le secteur privé.

Retirer un peu de pouvoir au directeur de l'hôpital ne change pas grand-chose. Celui-ci n'est en effet qu'un exécutant entre les mains du vrai patron qu'est le directeur de l'ARS. Celui-ci fixe la rémunération du directeur d'hôpital et peut mettre fin à ses fonctions si les «objectifs» financiers et de gestion ne sont pas réalisés. Enfin, le transfert aux ARS d'une partie des activités et des personnels de la Sécurité sociale accélère le démantèlement de celle-ci et prépare sa privatisation. La loi Bachelot est toujours là! C'est pourquoi le succès de la grève et des manifestations organisées par onze organisations syndicales de personnels et de médecins hospitaliers rejoints par les personnels de la Sécurité sociale, le 14 mai, est nécessaire pour imposer le retrait de l'ensemble du texte.

Jean-Claude Delavigne

PCF-PARTI DE GAUCHE DOUBLE JEU

C'était promis, juré, craché. Lors des rencontres avec les dirigeants du PCF et du Parti de gauche (PG), pour un éventuel accord aux élections européennes, privilégier la convergence de la gauche radicale au détriment de la collaboration avec le PS coulait de source... Pour les dirigeants de

ces deux partis, hors de question d'agir en commun avec le PS sur le plan européen, tant ce parti est coresponsable avec la droite du caractère libéral de la construction européenne et des directives antisociales qui en émanent. Belles paroles...

SUITE DE L'ARTICLE EN PAGE 3



Par **Myriam Martin**

SARKOZY, ÇA SUFFIT!

S Sarkozy mène campagne, pour les européennes... en Allemagne. Il a le triomphe modeste, en ce moment, le

président. C'est qu'en ces temps de bilan, il vaut mieux faire profil bas. Ne pas trop rajouter dans les fanfaronnades auxquelles nous a habitués le chef de l'État.

Seule une minorité dans ce pays, les possédants, doit être satisfaite. Elle peut dire merci à ceux et celles qui ne gouvernent que pour eux. Les cadeaux ont été fort nombreux, à l'image du bouclier fiscal, qui permet en 2009 à 834 contribuables fortunés de recevoir plus de 360 000 euros). En 2008, les grands dirigeants français ont, en moyenne, gagné 4,7 millions d'euros, soit 297 années de Smic! Ces derniers mois, des milliards ont été donnés sans contrepartie aux banques. Sans oublier la casse des droits et des acquis sociaux pour satisfaire le Medef, la suppression de dizaines de milliers de postes dans les services publics (30 000 suppressions prévues en 2009).

«Le président du pouvoir d'achat» s'est attelé à préserver celui de ses amis, les puissants, et le sien au passage. Pour la majorité de la population? Rien! Le Smic n'a connu aucune augmentation, tout comme la plupart des salaires. Avec la crise, le chômage et la précarité ont explosé. Aujourd'hui, un habitant sur huit vit en dessous du seuil de pauvreté.

Du côté des droits et des libertés, c'est la dérive autoritaire qui prévaut: chasse aux sans-papiers, répression pour délit de solidarité, criminalisation plus forte du mouvement social. Ce n'est pas à nous de payer leur crise! Les grandes manifestations de janvier, de mars et du 1^{er} Mai, tout comme les résistances en cours contre les licenciements, dans la santé ou les universités, montrent que le monde du travail, la jeunesse, ont décidé de ne pas se laisser faire.

Au bulldozer Sarkozy, il faut opposer la convergence des luttes et une mobilisation d'ensemble. La résistance sociale doit aussi s'inviter dans la campagne des européennes et infliger une défaite cinglante à la droite et à Sarkozy. Le 7 juin prochain, en votant pour les listes du NPA, il s'agit de sanctionner le pouvoir et d'envoyer au Parlement des élus anticapitalistes qui porteront les exigences exprimées dans les mobilisations.

16 MAI, PARIS, SERVICES PUBLICS.

Printemps des services publics, samedi 16 mai, à partir de 11h, place Stalingrad.

16 MAI, BOBIGNY, PRÉCARITÉ. états généraux de la précarité et du chômage, samedi 16 et dimanche 17 mai, dès 9h30, Bourse du travail (1, place de la libération).

18 MAI, PARIS, ARGENTINE. Projection-débat «Récupérer l'entreprise et fabriquer sans patron», sur l'usine argentine autogérée Zanon (devenue FaSinPat), avec Luis Diaz (ouvrier de l'usine), lundi 18 mai, de 18h30 à 22h, salle Jean-Dame (17, rue Léopold-Bellan, Paris 2^e, M^o Sentier ou Les Halles).

19 MAI, METZ, DISCRIMINATIONS. À l'occasion de la Journée mondiale contre l'homophobie, avec Hélène Hebenstreit (candidate NPA aux élections européennes), mardi 19 mai, 19h30, Maison des associations (1, rue du Coëtlosquet).

CAMPAGNE EUROPÉENNE: RÉUNIONS PUBLIQUES DE LA SEMAINE DES TÊTES DE LISTE DU NPA

15 MAI, MONTLUÇON, 18h, avec Christian Nguyen (Centre), édifice communal (Maison des syndicats, rue du Capitaine-Segond). **VITROLLES,** 20h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), centre social du Bartas (quartier des Petites-Garrigues). **SOISSONS,** 20h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle de la Mutualité (rue Pétrot-Labarre). **PERPIGNAN,** 20h30, avec Myriam Martin (Sud-Ouest), salle des libertés (rue Bartissol).

à noter

16 MAI, BOURG-EN-BRESSE, 20h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle Léon-Daudet (quartier Croix-Blanche).

17 MAI, SAINT-CHAMAS, 15h45, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle du Boulodrome.

18 MAI, CLERMONT-FERRAND, 20h30, avec Christian Nguyen (Centre), Maison du peuple. **AIX-EN-PROVENCE,** 12h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), fac de lettres et de sciences humaines (29, avenue Robert-Schumann). **CHERBOURG,** 20h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), salle Chantereyne. **LAVAL,** 20h30, avec Laurence de Bouard (Ouest) salle CMA du Palindrome (225, avenue de Tours). **MARMADE,** 20h30, avec Myriam Martin (Sud-Ouest), salle Damouran (square Verdun). **METZ,** 20h, avec Yvan Zimmermann (Est), centre social du Petit-Bois (Metz-Borny). **GARDANNE,** 19h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), Maison du peuple (salle du foyer).

19 MAI, TOURS, 20h30, avec Christian Nguyen (Centre), salle du Champ-Girault. **AUBAGNE,** 19h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salles des fêtes des Marronniers (île des Marronniers). **PARIS 14^e,** 19h30, avec Omar Slaouti (Île-de-France), gymnase Alésia (99, rue d'Alésia). **PÉRIGUEUX,** 20h30, avec Myriam Martin (Sud-Ouest) L'Odyssee-nouveau théâtre de Périgueux (salle Montaigne, esplanade du Théâtre). **BAR-LE-DUC,** 20h30, avec Yvan Zimmermann (Est), salle des fêtes de la mairie. **CAEN,** 20h30, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), centre de congrès (avenue Albert-Sorel).

20 MAI, BESANÇON, 20h30, avec Yvan Zimmermann (Est) et Alain Krivine (ex-député européen), Grand Kursaal (place du Théâtre). **BOURGES,** 20h, avec Christian Nguyen (Centre), salle du Prieuré-Saint-Martin. **MANOSQUE,** 20h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle des Tilleuls. **ABBEVILLE,** 20h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest), grande salle des Carmes (près du cinéma Le Rex). **SAINT-NAZAIRE,** 21h, avec Laurence de Bouard (Ouest), espace civique (1, rue des Ajoncs). **BORDEAUX,** 20h, avec Myriam Martin (Sud-Ouest) et Olivier Besancenot, espace Médoquine (224-226, cours du Maréchal-Galliéni, Talence).

22 MAI, AURILLAC, 20h30, avec Christian Nguyen (Centre), place de la Paix (bâtiment de l'Horloge, salle 701). **AVIGNON,** 19h30, avec Raoul Jennar (Sud-Est), salle de Champfleury (1, avenue de la Foire). **LILLE,** 19h, avec Christine Poupin (Nord-Ouest) et Olivier Besancenot, Grand Palais.

23 MAI, DRAGUIGNAN, 17h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), MSJ salle Carbonel (boulevard Marx-Dormoy).

24 MAI, CHÂTEAU-RENNARD, 17h, avec Raoul Jennar (Sud-Est), annexe mairie.

RÉUNIONS PUBLIQUES DU NPA «PARTOUT EN EUROPE, PAS QUESTION DE PAYER LEUR CRISE»

15 MAI, LE MANS, 18h, avec Alex Merlo (Izquierda Anticapitalista, Etat espagnol), Nikos Skafouglou (OKDE-Spartakos, Grèce)

et des étudiants du NPA, Maison des associations (à côté du Palais des congrès).

16 MAI, CASTANET-TOLOSAN, 20h30, avec Fred Borras (membre de l'exécutif national du NPA), salle de la Ritournelle.

19 MAI, MONTMORILLON, 20h30, avec Valérie Soumaille (11^e de la liste Ouest), centre d'animation régional (16, boulevard Terrier-Blanc, salle n°4). **PONT-AUDEMER,** 20h, salle d'armes. **PARIS 3^e,** 12h, avec Alex Merlo (Izquierda Anticapitalista, Etat espagnol), Nikos Skafouglou (OKDE-Spartakos, Grèce) et des étudiants du NPA, université Paris 3-Censier. **MAISONS-ALFORT,** 20h, avec Mylène Jack-Roch et Pascal Pedrak (candidats en Ile-de-France) ainsi que Daniel Bensaïd, salle du Temps-Libre (stade Cubizolles, 25 bis, avenue du Général-de-Gaulle, RER Alfortville-Maisons-Alfort ou M^o Ecole-Vétérinaire). **MARSEILLE,** 20h, avec Fadila El Miri (candidate dans le Sud-Est) et Robert Laporte (conseiller municipal), petit théâtre du Merlan.

20 MAI, BERNAY, 20h, salle de réunion (école Paul-Bert). **NANTERRE,** 12h, avec Alex Merlo (Izquierda Anticapitalista, Etat espagnol), Nikos Skafouglou (OKDE-Spartakos, Grèce) et des étudiants du NPA, fac de Nanterre (amphi C1). **BELLEUY,** 20h30, Maison des associations. **LE THOR,** 19h, salle des fêtes. **GIEN,** 20h30, salle place de la Victoire.

22 MAI, PITRES, 20h30, salle des associations. **MONTLUEL,** 20h, salle polyvalente.

à suivre sur **NPA-BOURGES**

regards



André Grimaldi (DR)

Propos recueillis par Dominique Mezzi

«VERS UNE LOGIQUE DE MARCHÉ»

André Grimaldi, chef de service à la Pitié-Salpêtrière, est animateur du Mouvement de défense de l'hôpital public. Il publie «L'Hôpital, malade de la rentabilité» (Fayard, 19 euros).

Y a-t-il un recul de Sarkozy sur la «gouvernance» hospitalière?

Certains aspects caricaturaux de la loi sont atténués. Mais il reste le maintien d'une ligne de pouvoir vertical. Le directeur de l'hôpital, venant du public ou du privé, sera choisi et révocable par le directeur de l'agence régionale de santé (ARS), un préfet sanitaire nommé en Conseil des ministres. C'est là qu'est tout le pouvoir. Les directeurs d'hôpitaux vont être les exécuteurs du pouvoir politique. En fait de régionalisation de la santé, c'est un danger total. En Ile-de-France, Claude Evin, ancien ministre PS, fait allégeance au gouvernement. C'est une «politisation», au sens de soumission au pouvoir, de la santé publique. Sarkozy prétend refuser l'hôpital «entreprise». Mais son conseiller en santé dit qu'il faut gérer l'hôpital comme une entreprise aéronautique! Et Yves Valancien, inspirateur de la ministre, voudrait gérer l'hôpital comme une plateforme d'aéroport. Donc c'est clair. Et cela conduit tout droit aux suppressions d'emplois. Tous les hôpitaux veulent gagner des parts de marché, développer les activités rentables, en fonction des tarifs à l'activité, obscurs et variables. J'ai appris hier que le remboursement du traitement de la leucémie va baisser brusquement!



La ministre de la Santé, Roselyne Bachelot, répond que la tarification n'est pas dans la loi...

C'est l'habileté. On discute de gouvernance, d'un problème de pouvoir, de mandarins, etc. La vraie question est: pourquoi ce système? La réponse est qu'on

ne discute plus que de ce qu'il faut développer pour faire de la chirurgie simple, et de ce qu'il faut supprimer parce que déclaré non rentable. Quand on aura fermé le service des maladies infectieuses de Saint-Joseph, déclaré non rentable, que va-t-on faire de plus? On va faire comme partout: des plans sociaux. A la Pitié Salpêtrière, on vient de recevoir la feuille de route: vingt infirmières en moins sur 200 (10%) en hématocancérologie, 45 en moins en neurologie. C'est calculé par une simple règle de trois, c'est un pur redressement financier. Et ce sera le job du directeur. La tarification à l'activité («T2A») peut être adaptée pour des gestes techniques simples. Mais pas pour la chirurgie complexe, les maladies chroniques, la pédiatrie, la gériatrie, soit 80% de l'activité hospitalière. C'est bien adapté pour les 20% restants, qui représentent 80% de l'activité des cliniques! Il faudrait un financement avec trois techniques combinées: le paiement à la journée, le budget forfaitaire, et l'activité. Mais la vision actuelle est d'aller sur le marché. 29 CHU sur 31 sont en déficit, mais il faudrait qu'on nous explique pourquoi Limoges et Clermont-Ferrand ne le sont pas! Ont-ils moins d'activité? Ont-ils sélectionné les patients? On ne le sait pas. C'est absurde.

Comment est née la protestation des médecins?

Il faut comprendre que les médecins ont le nez dans le guidon. Beaucoup ont joué le jeu des «réformes», par exemple celle de la tarification en 2004, en collaborant avec les directeurs. Et, d'un seul coup, tout est remis en cause! Le directeur a maintenant tous les pouvoirs. Il y a donc un sentiment de trahison. Et tout s'est télescopé avec les emplois dans les budgets prévisionnels. Un réveil s'est produit. Les médecins se sont mis à lire la loi. Un amendement de Bernard Debré (UMP), chef de service, a été voté, demandant un avis de la commission médicale pour nommer les chefs de pôle. Mais Roselyne Bachelot, sur ordre de l'Élysée, l'a fait supprimer! Il y a donc la révélation d'une caricature de la toute-puissance du directeur. D'un seul coup, les médecins découvrent qu'ils ne travaillent plus dans des services médicaux, mais des pôles de gestion. L'activité a augmenté, mais maintenant, on passe à la deuxième phase: diminuer le personnel. Dans l'ensemble des hôpitaux, le codage de l'activité a augmenté de 3% par an. Comme s'il y avait une catastrophe sanitaire chaque année! Or, quand on fait plus d'activités, les tarifs baissent. Donc l'enveloppe financière ne varie pas. Alors on va plus loin: on exige de supprimer des emplois, avec un directeur qui décide de tout. Finalement, le sentiment donné dans la presse, c'est que le gouvernement recule. Des collègues vont avoir le sentiment d'une victoire. Mais c'est dérisoire.



CAMPAGNE EUROPÉENNE L'EUROPE DE SARKOZY

Par deux meetings, en France et en Allemagne, Sarkozy est entré en campagne européenne. En pleine crise économique, il fait diversion et joue sur les peurs xénophobes se focalisant sur l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne.

G Comment éviter de tirer le bilan de plus de 25 ans de politiques ultralibérales de l'Union européenne? Tel est, de fait, le parti pris d'un pouvoir englué dans la crise économique. La liste des méfaits est longue: la libre circulation des capitaux sans contrôle et l'explosion des paradis fiscaux; la destruction méthodique des services publics par la déréglementation des marchés puis la privatisation des entreprises publiques; la mise en concurrence des travailleurs, des systèmes de protection sociale, des fiscalités, enclenchant une pression à la baisse en faveur des multinationales et des capitalistes; la marchandisation générale des activités humaines, ouvrant au capital des sphères qui lui étaient interdites...

Si la crise actuelle trouve son origine aux Etats-Unis, elle se développe également dans une Europe actrice de la mondialisation capitaliste et adepte des recettes ultralibérales. En quoi les institutions européennes protègent-elles aujourd'hui les travailleurs et les citoyens des licenciements, de la précarisation et de la régression du pouvoir d'achat? Les délocalisations se poursuivent au sein même de l'Union, tandis que des pays de l'est de l'Europe sont plongés dans la catastrophe économique et soumis aux prêts et aux diktats du FMI. Sarkozy aura réussi à faire adopter le traité de Lisbonne, c'est-à-dire les recettes politiques qui nous ont plongés dans la crise la plus grave depuis 1929. Il faut dire que le PS, le Modem et les Verts l'ont aidé à faire passer en catimini le traité

de Lisbonne, autant scandaleux par son contenu que par son adoption antidémocratique, qui méprise le choix populaire du «non» en 2005. Sarkozy aura également décidé du retour de la France dans le commandement militaire de l'Otan. Un choix aux conséquences multiples, ayant des conséquences très concrètes en Afghanistan, et contre lequel nous avons manifesté à Strasbourg. Là encore, comme pour le traité de Lisbonne, cette décision politique aura été prise bien loin des suffrages populaires, par le simple vote des parlementaires, alors même qu'une majorité du pays était opposée au choix présidentiel. Décidément, l'Europe et l'ordre de ce monde sont des questions trop sérieuses pour être soumises au peuple...

Pourtant, le 7 juin, on vote. Certes, pour élire un Parlement qui n'en a que le nom, dans un climat abstentionniste méthodiquement entretenu... Alors le président parle de la Turquie pour réveiller les fantasmes xénophobes et mobiliser l'électorat de l'ultradroite. En comptant sur ses amis allemands de la démocratie chrétienne qui, eux, sans langue de bois, définissent l'Europe comme un club chrétien. N'hésitons pas, le 7 juin, à utiliser les listes du NPA pour sanctionner Sarkozy, l'Europe capitaliste et, au-delà, défendre une Europe solidaire de tous les peuples, y compris des peuples de la Turquie.

Pierre-François Grond

PCF-PG

SUITE DE LA PAGE 1

Si le NPA a proposé un accord durable, incluant au moins les élections régionales, c'est parce qu'il pense que les principes animant les dirigeants socialistes au plan européen sont les mêmes que ceux qui guident leurs politiques au sommet des conseils régionaux, dans les mairies des grandes villes, au gouvernement quand il s'y trouve. Cette volonté d'indépendance avec le PS au niveau européen devrait alors avoir des conséquences dans toutes les autres institutions. Qu'en est-il? Passons sur le fait que les listes PCF/PG comportent plusieurs ministres du gouvernement Jospin, qui a privatisé plus que ses deux prédécesseurs de droite. Les listes du Front de gauche comportent aussi des membres d'exécutifs de conseils régionaux ou de grandes villes qui cogèrent avec le PS. Pourtant, les politiques mises en œuvre par les mairies des grandes villes ou des conseils régionaux se différencient peu de celles menées par la droite. On ne trouve aucun exemple où des élus du PCF ou du PG de premier plan se soient désolidarisés de budgets prévoyant des subventions au patronat, alors que la gauche, dominée par le PS, dirige de nombreuses grandes villes et 20 régions sur 22. Ce serait là, véritablement, mettre en accord les actes d'élus locaux avec les promesses de candidats à l'élection européenne. Les municipales de Perpignan, qui vont se dérouler de nouveau le 21 juin à la suite de la fraude des «chaussettes» (bourrage des urnes) organisée en faveur du maire sortant UMP Jean-Paul Alduy, confirment ces craintes. Le NPA de Perpignan a proposé immédiatement à la gauche radicale de se rassembler, en suggérant une liste commune à LO, au PCF et au PG. Mieux inspirés que l'an passé lorsqu'ils avaient contracté une alliance, dès le premier tour, avec la liste d'Union de la gauche, les camarades de LO ont répondu positivement. Le PCF a immédiatement refusé la main tendue pour choisir l'alliance avec le PS. Petit détail, la liste d'Union de la gauche comprendra, dès le premier tour, la droite catalaniste. Et il faut tout de même le rappeler: l'an passé, au second tour, socialistes et communistes s'étaient alliés avec le Modem! Cette alliance est toujours à l'ordre du jour. Quant au PG, après avoir fait le choix de s'allier avec le PS et le PCF, il a préféré s'abstenir de toute participation au vu des perches tendues à la droite, mais sans se prononcer sur le principe d'un tel accord. Radicaux dans la campagne des européennes, gestionnaires au quotidien: tel pourrait se résumer la politique des directions du PCF et du PG. La problématique du NPA est différente. Il s'agit de reconstruire un pôle anticapitaliste conséquent, qui change le rapport de forces au sein du monde du travail. Pour cela, l'indépendance avec le PS est une condition incontournable. Cela peut prendre du temps et le NPA est conscient de l'urgence de la situation. Mais c'est la seule voie possible. Sinon, les désillusions seront grandes et nourriront l'extrême droite. Le NPA est prêt à s'associer avec les forces qui partagent sincèrement ces objectifs et le montrent par des actes. Pas avec celles qui pratiquent un double jeu.

Frédéric Borrás



et aussi

CATERPILLAR LICENCIE AU BULLDOZER! Après des semaines de pseudo-négociations, la direction de Caterpillar a annoncé qu'elle procéderait aux 733 licenciements prévus. Cette décision survient après l'ultime séance de «négociation», lundi 11 mai, à la préfecture de l'Isère. Le 6 mai, les salariés rejetaient (50,25%), par référendum, le protocole d'accord négocié à Bercy (le passage de 733 à 600 licenciements en échange d'un aménagement du temps de travail). Les salariés n'ont ainsi pas suivi les consignes des délégués de FO et de la CFDT qui appelaient à accepter les propositions patronales. Quant à la CGT, elle ne s'était pas exprimée réellement sur la position à tenir. Les dirigeants du constructeur veulent également imposer des sanctions aux dix-neuf salariés ayant participé à diverses actions radicales (retenue des cadres, occupation du site d'Echirolles...). Pour ces dix-neuf salariés combattifs, les entretiens préalables au licenciement pour faute ont débuté le 12 mai.

ANTI-HADOPI? VIRÉ! Etre anti-Hadopi peut parfois coûter cher. Le responsable du pôle innovation Web de TF1 s'est fait licencier pour avoir émis un avis – privé – défavorable à cette loi. A la suite d'un courriel envoyé le 19 février à sa députée du 17^e arrondissement de Paris, Françoise de Panafieu, Jérôme Bourreau-Guggenheim a été convoqué par Arnaud Bosom, président d'e-TF1, qui s'occupe des activités numériques de la Une. Le courriel aurait été transmis à Jérôme Counillon, directeur juridique de la chaîne, par le ministre de Christine Alanel. Le 16 avril, M. Bourreau-Guggenheim reçoit sa lettre de licenciement, qui dénonce une «divergence forte avec la stratégie» de TF1 et dans laquelle on apprend que l'adoption de la loi est un «enjeu fort» pour la chaîne...

CHERBOURG CONTRE LE FN. Samedi 9 mai au matin, une centaine de militants se sont retrouvés sur le marché de Cherbourg (membres du Collectif contre le racisme et les idées d'extrême droite, du NPA, de SUD, de la CGT, du PS, du MJS et du Front de gauche) pour empêcher une

équipe du FN de la région parisienne de rejoindre le marché. Les militants antifascistes ont quadrillé la ville afin de les empêcher de distribuer leurs tracts. Mission réussie.

FONCTION PUBLIQUE SACRIFIÉE. Inexorablement, le gouvernement poursuit l'hécatombe des emplois dans la fonction publique. Ni la crise ni la récession ne modifient le dogme: seul un départ en retraite sur deux sera remplacé. Bilan du massacre: 11 000 postes en 2007; 23 000 en 2008. Et, de nouveau, 30 000 suppressions sont prévues en 2009. Et, pour 2010, le ministère des Finances table sur 33 000 nouvelles suppressions de postes. Il est vrai que l'on ne peut à la fois financer ses amis banquiers et défendre les services publics.



AUTOMOBILE ÉQUIPEMENTIERS EN LUTTE

Les conflits contre les licenciements pour les salaires se multiplient chez les équipementiers, bloquant des sites de production automobile.

LE SECTEUR équipementier automobile est au centre de la tourmente capitaliste. Les constructeurs ont externalisé cette fabrication pour baisser leurs coûts par la mise en concurrence. En peu de temps, de nouvelles multinationales sont apparues dans une immense valse d'ouvertures et de fermetures d'entreprises dans le monde (953 fusions-acquisitions de 1990 à 2003). Aujourd'hui, les équipementiers sont la cible privilégiée des spéculations boursières sur le dos des salariés qu'on jette après les avoir pressés comme des citrons. On assiste dans ce contexte à une multiplication des résistances et des luttes. On connaît Continental, Faurecia, Trèves, Visteon mais il y a des dizaines d'autres luttes moins médiatisées. Prenons deux exemples.

Faurecia a annoncé la fermeture de son usine d'Auchel (Pas-de-Calais) avec 179 suppressions d'emplois et le reclassement des 329 autres. Après 21 jours de grève, le mouvement a repris de plus belle le 23 avril et plus de 400 salariés bloquent l'usine. Comment croire en effet à la garantie de l'emploi quand on est reclassé dans une usine qui licencie déjà? La grève bloquant la production d'automobiles dans la région, les patrons utilisent la violence: charge des CRS pour faire sortir les stocks, blocage du site par des vigiles, sanctions contre les grévistes allant jusqu'au licenciement, assignation au tribunal avec astreinte de 1000 euros par jour de blocage et par personne, saisisés sur salaires. Des salariés d'autres sites ont été requis pour travailler mais n'ont pu franchir les portes de l'usine. Sur ces autres sites, des appels à ne pas aller travailler à Auchel ont entraîné des grèves de solidarité. Aujourd'hui, la direction a dû reculer: levée des sanctions, maintien du site avec 60 emplois. C'est une première victoire et les grévistes continuent de bloquer.

Visteon, à Rougégoutte (Territoire-de-Belfort), où on fabrique les planches de bord pour PSA, n'est pas menacé de fermeture. Par contre, on demande toujours plus d'efforts, travailler les samedis, parfois le dimanche soir ou le 2 mai avec des salaires à peine au-dessus du Smic. Plus de 70% des 385 salariés, auxquels se rajoutent 200 intérimaires, se sont mis en grève, le 4 mai, pour demander une augmentation de 250 euros nets par mois après que la direction a proposé une augmentation de 18 euros. Plusieurs sites d'autres équipementiers de la région sont bloqués comme l'essentiel des usines de montage de Sochaux et Mulhouse. Bien décidés à jouer du flux tendu jusqu'au bout, les travailleurs de Visteon n'ont pas le sentiment de demander une augmentation, mais la juste rétribution de leurs efforts.

Il y a à l'heure actuelle une volonté populaire de ne pas se laisser écraser ce soit sur les licenciements ou sur les salaires. Tous ces conflits devraient être unifiés pour gagner bien plus d'efficacité.

Jacques Chastaing avec correspondants



Nancy, le 5 mai. Evacuation par les CRS de surveillants pénitentiaires bloquant la prison Charles III. (TAOUS)

PRISONS COMBATTRE LE SYSTÈME CARCÉRAL

Le mouvement des surveillants exprime le caractère explosif de la situation dans les prisons.



Les surveillants de prison se sont mobilisés, depuis le 4 mai, dans les 194 établissements pénitentiaires pour obtenir de meilleures conditions de travail et des créations d'emplois. Leurs actions consistaient à bloquer les mouvements de détenus, c'est-à-dire leurs déplacements vers les palais de justice, vers les hôpitaux ou d'autres établissements. N'ayant pas le droit de grève, ce sont leurs collègues en repos qui effectuaient ces blocages.

La surpopulation en prison est explosive. Elle est d'ailleurs plus importante dans la plupart des maisons d'arrêts (pour les prévenus pas encore jugés et ceux ayant une peine restant à faire de moins d'un an) que dans les centres de détention. Un seul surveillant peut avoir à gérer plus d'une centaine de détenus, ces derniers se retrouvant souvent à trois ou quatre dans une cellule

pour deux. Chaque soir, il faut installer des matelas à même le sol et on ne peut plus se déplacer dans la cellule. Ces situations créent des tensions entre détenus et surveillants et détenus eux-mêmes. C'est ce qui est dénoncé, depuis des années, par les associations de défense des droits de l'homme sans que le gouvernement ne bouge.

La politique de Sarkozy est directement responsable de cette situation. Politique uniquement répressive tournant le dos aux alternatives à l'incarcération et à la réinsertion avec des enfermements plus nombreux et plus longs, y compris pour les mineurs, des peines planchers, des remises de peine et grâces en diminution, l'augmentation du nombre de prévenus. Récemment, les conseillers d'insertion et de probation ont mené, dans de nombreux établissements, des actions afin d'obtenir plus de moyens et de personnels.

Le gouvernement brandit la menace de poursuites contre tous ceux qui veulent résister à ce système, syndicalistes, militants politiques et sociaux ou contre les jeunes des quartiers régulièrement condamnés pour «outrage». La prison est invivable aussi pour les surveillants. Leur salaire dépasse rarement 1200 euros, les repos sont impossibles à poser, la vie familiale est difficile avec des horaires décalés, les tensions sont permanentes dans les relations avec les détenus, la part de leur travail qui devrait être de l'aide à la réinsertion est réduite à zéro. Le gouvernement leur a répondu de la seule façon qu'il connaisse: la matraque des CRS. Deux syndicats de surveillants (Ufap, FO) ont signé avec le ministère, contre l'avis de la CGT, un accord prévoyant la création de 174 postes. Il ne résoudra en rien la crise permanente qui prévaut en prison. C'est tout le système judiciaire et carcéral qu'il faut

remettre à plat. Cette société capitaliste, productrice massive de discriminations et de ségrégations crée les conditions optimales pour que les plus pauvres, les moins éduqués, ceux qui sont sans emploi et souvent sans toit trouvent sur leur route la délinquance et la prison.

La prison ne «rééduque» pas et ne réinsère pas, elle enferme sans espoir de sortie.

La vérité que veut cacher Sarkozy, c'est que la prison tue et qu'elle est un instrument de sa politique de classe: 115 suicides de détenus ont eu lieu en 2008 (96 en 2007) et leur nombre est cette année encore en augmentation. Deux surveillants se sont par ailleurs suicidés ces derniers mois avec des armes de l'administration.

C'est contre ce système pourri, inhumain et dégradant que les militants du NPA luttent au quotidien.

Richard Martinon

et aussi

SACRED SAINT LUBIN. Près de Dreux, 226 salariés produisent des pièces moulées en caoutchouc pour l'automobile. Le 9 mars, après des semaines de chômage technique, la direction annonce 40 licenciements, soit la fermeture d'un atelier. Une première assemblée générale massive et unitaire manifeste le soutien du personnel. Avec la boussole du refus catégorique de tout licenciement sec, en utilisant au mieux la procédure, le bras de fer se termine lundi 4 mai: la direction renonce à aller au-delà des 25 départs volontaires (pour l'essentiel des «mesures d'âge» à 57-58 ans).

MOLEX: BILAN D'ÉTAPE. Jeudi 6 mai, les Molex «ont gagné» un sursis de quatre mois. L'usine fermera quand même mais les salariés auraient jusqu'au mois d'octobre pour voir venir. Ils ne désarment pas et vont en profiter pour continuer à se battre pour l'emploi et contester le plan social, notamment en faisant appel à la justice pour que le comité d'entreprise obtienne toutes les informations refusées par la direction. Le mois de mai sera déterminant.

BARRY-CALLEBAUT, DIJON. Jeudi 7 mai, à l'occasion d'une grève de deux fois quatre heures réparties sur les deux équipes, les salariés en lutte de la chocolaterie ont mobilisé leurs camarades de la fédération CGT de l'agro-alimentaire. Venus de Marseille (Nestlé et Lipton), du Vaucluse (Continental-Nutrition), de Noisy-le-Sec (Tassos en grève depuis le 10 mars), d'Aubigny (Purina), de Vitte (Nestlé), de Holsheim, de Seclin ou de Quimperlé, ces salariés ont constitué un cortège d'environ 200 manifestants qui s'est dirigé vers la chambre de commerce et d'industrie, puis vers la préfecture. A l'occasion de la réunion de leur comité de groupe européen, les travailleurs de Barry-Callebaut ont revendiqué le retrait total du plan de licenciements les concernant. Après la cession du site par Nestlé, pour 1 euro symbolique, il y a dix-huit mois – à la grande satisfaction de la mairie (Gauche plurielle) –, les salariés sont aujourd'hui dans le flou quant à leur avenir, avec l'annonce en début d'année de la suppression de 100 postes sur 384. Après un premier répit juridique – le tribunal a obligé la direction à reprendre la procédure de consultation –, les travailleurs de Barry-Callebaut restent vigilants et mobilisés: la chocolaterie vivra!

VIALTIS ARCEUIL (VAL-DE-MARNE). Le patron de cette entreprise très bénéficiaire – 1,8 million d'euros redistribués à hauteur de 70% aux actionnaires – spécialisée dans le remboursement de la TVA aux transporteurs routiers pensait licencier impunément 68 salariés sur 104 et délocaliser à Aix-en-Provence. Dénonçant les maigres indemnités de départ prévues, les salariés de Vialtis sont en lutte depuis plus d'un mois: des «revendications» pour la plupart irréalistes, pour ne pas dire jamais vues, selon la direction! La mobilisation a déjà permis d'obtenir 1500 euros de plus que les indemnités légales. La lutte continue tous ensemble: les salariés de Vialtis sont d'ores et déjà aux côtés des agents d'EDF-GDF d'Arcueil...



et aussi

FLASH-BALL DANS LA TÊTE. Samir Ait Amara, 18 ans, est hospitalisé depuis la soirée du 1^{er} Mai. A Neuilly-sur-Marne (Seine-Saint-Denis), alors qu'il était en train de courir, il a été atteint par un tir de flash-ball à la tête. Sans raison apparente, un des trois fonctionnaires de la BAC canine départementale l'aurait visé à la tête à une faible distance. Samir est toujours « sous surveillance » et dans l'attente de nouveaux examens, ne pouvant mettre le pied à terre sans être pris d'étourdissements et de nausées. Les utilisateurs de flash-ball ne doivent, en aucun cas, viser la tête...

PROVOCATION POLICIERE. Le Canard enchaîné du 6 mai a révélé que des policiers en civil ont volontairement provoqué des gendarmes mobiles chargés de disperser la

fin du cortège du 1^{er} Mai à Paris, place de la Bastille. Une demi-douzaine de policiers en civil « encapuchonnés, baskets aux pieds, crânes rasés et bardés d'autocollants "Casse-toi pauvre" ou "Rêve générale" » auraient semé le trouble sur les marches de l'Opéra-Bastille, afin de susciter des infractions. A la suite de cela, des interpellations ont eu lieu, sauf concernant la demi-douzaine de provocateurs, qui se sont éclipsés. Même si la préfecture dément toute provocation, l'hebdomadaire satirique déclare disposer de photographies de ces « chauffeurs », sortant peu auparavant « deux par deux, de fourgons de police stationnés boulevard Richard-Lenoir ». Les policiers en civil incriminés font partie d'une compagnie de sécurisation, créée officiellement en 2005 par Sarkozy, alors ministre de l'Intérieur, afin de « protéger les manifestants ». Avec eux, c'est certain, on est en sécurité.

SMS CRIMINEL. « Pour faire dérailler un train, t'as une solution ? ». Pour avoir reçu ce SMS jugé « tendancieux », un Abbevilleois de 29 ans a passé 24 heures en garde à vue au motif de « non-dénonciation de crime ». Qu'aurait-il donc dû faire ? Alerter les autorités. Le procureur de la République, Eric Fouard, explique que « la procédure pénale est la même pour tout le monde, que le risque soit probable ou peu probable ». Reste à savoir comment le SMS a terminé sur le bureau du procureur. L'appareil sur lequel le jeune homme a reçu le SMS étant un téléphone prêté par l'opérateur expliquerait le fait qu'il ait été lu. Car « l'opérateur a le droit de consulter ces messages et le devoir d'alerter les autorités s'il estime qu'un crime ou un délit est susceptible d'être commis », explique le procureur.

UNIVERSITÉS

SUITE DE LA PAGE 1

Il apparaît donc aujourd'hui que les salariés doivent construire un front de lutte large et que les étudiants et les salariés des universités doivent y travailler, à la mesure de leurs forces, puisque la seule mobilisation des universités ne suffit pas face à l'obstination du gouvernement, et que les confédérations ne serviront pas d'appui dans cette direction.

Depuis le début du mouvement des hospitaliers, tout est réuni pour parvenir à une convergence durable avec le mouvement universitaire, à l'image de ce qui s'était passé le 28 avril, à Paris, où les cortèges de la santé et des universités s'étaient rejoints (32 000 personnes). Car c'est la même contre-réforme qui est imposée à ces deux secteurs : mise en concurrence des établissements, pouvoirs accrus du chef d'établissement (président de l'université ou directeur de l'hôpital), pressions plus fortes sur les personnels par des méthodes de management importées du privé (suppressions de postes, précarité, bas salaires). Tout cela pour réduire les moyens des services publics, mais surtout leur qualité, et pour justifier leur privatisation ou faire de la place au secteur privé.

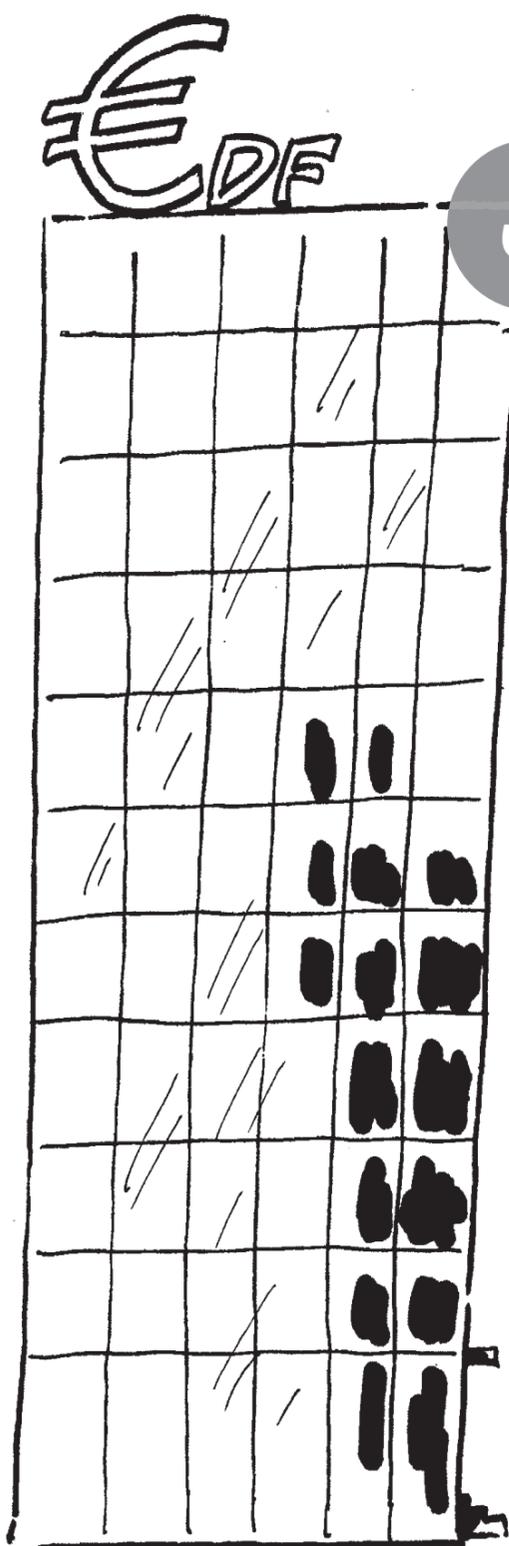
Les traditions de lutte de nos secteurs sont différentes : les hospitaliers ont su se donner des syndicats forts, ce qui est loin d'être le cas dans l'enseignement supérieur. En revanche, l'expérience des mouvements étudiants a permis d'arriver rapidement à construire une coordination nationale des universités qui a réuni à chacune de ses dix sessions des centaines de délégués représentant plus de 70 établissements. Cette coordination a pris l'initiative d'appeler à rejoindre la manifestation des hospitaliers du jeudi 14 mai. Depuis, l'intersyndicale a repris cet appel. Cela devait donc être la seconde manifestation commune.

Mais, pour faire reculer le gouvernement, il faudra plus que des manifestations communes. Il faut construire une solidarité concrète dans les établissements. Cela passe par des interventions des hospitaliers dans les assemblées des universités et réciproquement. Mais aussi par des assemblées générales communes pour les établissements proches. Celles-ci peuvent devenir des embryons de coordination interprofessionnelle, en s'ouvrant aux salariés de l'énergie et de l'automobile actuellement en lutte. En prolongeant localement la journée interprofessionnelle du 19 mars, les salariés mobilisés au Havre ont montré qu'il était possible de construire la mobilisation à la base, sans attendre les confédérations. Toute victoire significative devra passer par l'extension d'expériences de ce type.

La commission « Université-recherche » du NPA

EDF-GDF-SUEZ. RELEVER LE DÉFI

Septième semaine de grève pour les salariés d'EDF et de GDF-Suez. Le mouvement, qui exige une hausse des salaires et l'ouverture de négociations, n'a pas dit son dernier mot.



« Septième semaine ! », constataient de nombreux salariés d'EDF et de GDF-Suez lors des dernières assemblées du personnel. Pas pour se plaindre, pas par lassitude, même si la fatigue se fait sentir parfois, mais plutôt pour mesurer la force et la détermination de leur mouvement, par fierté d'en être encore et par plaisir de pouvoir compter sur la présence des amis et camarades.

Encore une semaine à vivre ensemble, au coude à coude, la résistance aux provocations de l'encadrement sur les piquets de grève, à mener les actions décidées collectivement. Entre autres exemples : se rendre à l'assemblée générale des actionnaires de GDF-Suez et se trouver confrontés, une nouvelle fois, à la présence massive des flics et des CRS ; agir ensemble pour soutenir un camarade convoqué par le patron pour fait de grève ; rétablir le courant coupé à des personnes en difficulté ; organiser une manifestation de camions bleus dans la ville pour qu'ailleurs on n'oublie pas que la lutte se poursuit. Une semaine à éprouver la force collective, à apprendre à organiser l'action pour les plus jeunes, et à montrer que la base, mobilisée, est particulièrement efficace.

Une semaine au cours de laquelle la grève a tenu et s'est même étendue dans la production, touchant de nouvelles centrales. Certaines mobilisations filtrent les entrées de la centrale

le matin, d'autres bloquent les arrêts de tranche ; toutes pèsent ainsi sur l'organisation du travail, toutes font mal à la direction. Ces derniers jours, la tension est montée d'un cran sur les piquets de centrales : tentatives de passer en force afin de montrer que la liberté du travail n'est pas respectée, volonté d'interdire la présence de certains militants sur ces piquets. Des délégués syndicaux de la CGT, de FO et de SUD ont été assignés en référé, afin que soit interdite la tenue de piquets de grève filtrants, au motif que c'est là une forme d'action déloyale dépassant les formes constitutionnelles de l'application du droit de grève. Pendant ce temps, au lieu d'organiser les convergences, les principales fédérations syndicales se contentent d'attendre et de voir. Il aura fallu plus d'une semaine pour qu'elles se réunissent de nouveau et fassent de nouvelles propositions, hélas toujours en deçà des besoins de la lutte. Et encore, aura-t-il fallu une réunion très houleuse de représentants de syndicats CGT et de délégations de grévistes sur le lieu de l'intersyndicale pour que celle-ci prenne quelques décisions. Organiser un nouveau temps fort mardi 12 avril et une remise des pétitions pour la réouverture de négociations sur les salaires le 19 : ces fédérations (rappelons que SUD-Energie est tenu à l'écart des interfédérales) ne risquent pas de faire peur au patronat de la branche.

Outre l'urgence d'appeler à la grève générale dans les établissements pour relever le gant des provocations patronales, d'appeler à une grande manifestation des électriciens et des gaziers à Paris, avec une organisation de convergence comme celle réalisée entre la santé et l'éducation nationale, la question se pose maintenant de l'organisation démocratique du mouvement : c'est aux salariés en lutte qu'appartient ce mouvement, ce sont eux qui le font vivre, qui décident et mettent en œuvre les actions ; c'est à eux de se réunir pour prendre en main leur mouvement.

Quoi qu'il en soit, les camarades du NPA doivent organiser la solidarité active et financière avec les grévistes d'EDF-GDF-Suez, dans leurs comités, leurs organisations syndicales ou leurs associations. Le temps presse !

Paco Lélec



Paris, le 28 avril. (CHARLIE)

La déclaration de la Gauche anticapitaliste européenne (à lire dans TEAN n°7) fait émerger une voix politique à gauche de la gauche en Europe. Tour d'horizon des différents pays de l'Union où se trouvent des organisations signataires.

ANGLETERRE

La crise économique frappe de plein fouet l'Angleterre (les inégalités et le chômage explosent ; les réductions de salaires se multiplient) et les grands syndicats (Unison, Unite, GMB...) offrent peu de résistance. Ce qui n'empêche pas le New Labour au pouvoir de réduire les budgets de l'éducation et de la santé, tout en dépensant 78 milliards d'euros pour les missiles nucléaires Trident. La plus grande organisation à la gauche du New Labour, le Socialist Workers Party (SWP, 5000 membres), est à l'initiative de la campagne contre la guerre et d'autres mobilisations sociales. Le Socialist Party, autre organisation marxiste bien présente dans les syndicats, a 1000 adhérents. Quant à la coalition Respect – que construit Socialist Resistance (proche de la IV^e Internationale) –, affaiblie depuis le départ du SWP, elle reste active, notamment grâce à ses élus. Aux européennes, le RMT (syndicat des cheminots), le Parti communiste et le Socialist Party ont organisé une alternative antilibérale, «NO2EU», qui dénonce les privatisations et le manque de démocratie de l'Union européenne.

ECOSSE

Le Scottish Socialist Party (SSP, «Parti socialiste écossais») a été fondé en 1999, par le Scottish Militant Labour et d'autres courants plus petits venant du Parti travailliste, du Parti communiste, de la gauche nationaliste écossaise et du trotskysme, ainsi que par un nombre important de militants indépendants. En 2003, le parti obtient 130000 voix (pour 5 millions d'habitants) et six députés au Parlement écossais. Mais le projet subit un sérieux recul, du fait d'une scission survenue en 2006. Affaibli, le SSP perd tous ses députés aux élections de 2007. L'année suivante, lors de l'élection législative partielle de Glasgow-Est, sa candidate arrive en tête des candidats de la gauche. Les membres du SSP s'impliquent activement dans les campagnes contre la guerre, le nucléaire, en défense des droits de femmes, des homosexuels et des sans-papiers, en défense des services publics. Le SSP participe aux élections européennes et s'inscrit dans le projet d'une gauche anticapitaliste en Europe.

BELGIQUE

La Ligue communiste révolutionnaire (LCR, section belge de la IV^e Internationale) défend la perspective d'une nouvelle force politique anticapitaliste à gauche du PS et des Verts. Pour les européennes, elle avait proposé au Parti du travail de Belgique (PTB) et au Parti communiste (PC), principales organisations de la gauche radicale, de faire un front unitaire anticapitaliste. Mais l'accord n'a pas abouti, notamment du fait de la définition des bases politiques (anticapitalisme sans concession, rupture avec l'Union européenne...). Se présentant avec le Parti socialiste de lutte (PSL, équivalent belge de la Gauche révolutionnaire au sein du NPA), la LCR mène sa campagne sur trois axes : la mobilisation sociale d'ensemble ; le plan d'urgence sociale et écologique ; l'alternative globale, anticapitaliste et non productiviste, l'écossocialisme. Pour les élections au Parlement de la région de Bruxelles-Capitale, qui auront lieu le même jour, une unité large a été réalisée puisque PC, PSL, LCR et Parti humaniste se sont rassemblés sur une plateforme clairement anticapitaliste.

ETAT ESPAGNOL

Izquierda Anticapitalista (IA, «Gauche anticapitaliste») est une organisation se définissant comme révolutionnaire, anticapitaliste, internationaliste, alternative, féministe, écologiste, et s'efforçant d'impulser les luttes contre toutes les formes d'exploitation, d'oppression et de domination, que ce soit pour des raisons de genre, d'orientation sexuelle, de nationalité ou encore de culture. Elle lutte pour remettre au premier plan la nécessité d'une rupture permettant d'engager la construction d'une société socialiste autogestionnaire. IA a recueilli plus de 18000 signatures pour se présenter aux élections européennes. Sa campagne a commencé le 9 mai, avec le succès de ses meetings à Barcelone et à Madrid (lire page 11). IA est présente dans les principales villes, régions et nationalités de l'Etat espagnol, à Madrid, à Barcelone, en Andalousie, en Euskadi et en Galice. Les militants de IA sont aussi présents dans les mouvements sociaux et les syndicats de travailleurs. La crise actuelle ne fait que renforcer la nécessité de mettre au point une riposte internationale. Voilà pourquoi IA est partie prenante des efforts de mise en place d'un front anticapitaliste européen et international.

PORTUGAL

Le Bloco de Esquerda (BE, «Bloc de gauche») est né en 1999 de la convergence de trois courants politiques : l'Union démocratique populaire (UDP, d'origine maoïste, le Parti socialiste révolutionnaire (PSR, membre de la IV^e Internationale) et un courant issu du Parti communiste. Cette dynamique de rassemblement de la gauche anticapitaliste et les caractéristiques du champ politique portugais (Parti communiste très stalinien, absence des Verts, proportionnelle aux élections) vont permettre au BE, en s'appuyant sur des luttes sociales significatives, d'occuper très rapidement une place importante. Aujourd'hui, il compte autour de 7000 membres : c'est la cinquième force politique du pays (6,38% et huit députés en 2005 ; 5,3% à la présidentielle de 2006). Ces dernières années, il a mené campagne pour la dépenalisation de l'avortement, l'abolition du secret bancaire ou contre la guerre et l'impérialisme. Le BE, qui refuse de participer à un gouvernement avec le PS et le centre gauche, s'est impliqué, dès le début, dans la Gauche anticapitaliste européenne (il participe aussi au Parti de la gauche européenne).

ITALIE

«Incompatibles avec la guerre et le néolibéralisme», tel est le slogan que Sinistra Critica (SC, «Gauche critique») en tant qu'organisation indépendante se battait au sein du Parti de la refondation communiste (PRC) pour la construction d'une gauche socialiste et modérée de la gauche italienne. Lorsque la majorité du PRC a participé au gouvernement Prodi (social-libéral), appuyant ainsi une politique de collaboration avec le patronat, à la guerre impérialiste et aux diktats du Vatican, Sinistra Critica a quitté le PRC. Franco Turrioglio, sénateur de SC, a été exclu du PRC pour avoir refusé de voter les crédits de guerre. La gauche italienne – PRC en tête – a été dévastée par le gouvernement Prodi. SC cherche à reconstruire une gauche vraiment indépendante, qui, dans tout le monde, dénonce la barbarie capitaliste et ne fasse pas de compromis. Sinistra Critica participe à la construction de la Gauche anticapitaliste européenne.

POUR UN INTERNATIONALISME



NPA-EUROPEENNES2009.ORG

E EUROPE ONALISTE

SUÈDE

Implanté dans une vingtaine de villes, le Socialistiska Partiet (SP, «Parti socialiste») compte quelques centaines de membres actifs dans toute la Suède. Il exerce une influence dans certains syndicats, principalement dans les usines Volvo. Son ambition est de construire un parti des travailleurs non bureaucratique, où les décisions sont prises de manière démocratique, contrairement aux deux gros partis parlementaires de gauche, les Sociaux-Démocrates et le Vänsterpartiet («Parti de gauche»). Pour les élections européennes, avec d'autres forces anticapitalistes de toute l'Europe, le SP s'oppose au capitalisme. En Suède, il participe à la plateforme Initiative des travailleurs, à laquelle s'associent les Socialistes du Parti de la Justice («Rättvisepartiet Socialisterna») et des candidats indépendants. La plateforme et la campagne ont déjà gagné le soutien de représentants de syndicats locaux, petits mais importants, principalement au sein du syndicat des métallurgistes (IF Metall).

DANEMARK

L'Alliance rouge-verte (ARV) a été formée en 1989 par trois partis de gauche – le Parti socialiste de gauche, le Parti communiste du Danemark et le Parti socialiste des travailleurs – et par des socialistes indépendants. Aujourd'hui, l'ARV regroupe 4500 personnes et travaille main dans la main avec les 1000 membres du Front de la jeunesse socialiste – dont beaucoup sont également adhérents de l'Alliance. L'ARV s'appuie sur les mouvements extraparlimentaires (notamment mouvements syndicaux et étudiants), mais se présente aux élections: elle a quatre députés et des élus municipaux dans quatorze villes, dont la capitale, Copenhague (9,5% des voix et un des sept maires de la ville). L'ARV s'oppose à la construction de l'Union européenne (UE), instrument du capitalisme européen, et particulièrement à la construction d'un Etat européen et à l'établissement d'une armée européenne. Aux élections européennes, l'ARV présente des candidats des deux mouvements critiques de l'UE, le Mouvement de Juin et le Mouvement des peuples contre l'UE (son leader, Soren Sondergaard, est député européen).

1. L'ARV n'est pas signataire de la déclaration, mais entretient des rapports étroits avec la Gauche anticapitaliste européenne.

POLOGNE

Le Polska Partia Pracy (PPP, «Parti polonais du travail») est né en 2001, à partir du syndicat Sierpien 80 («Août 80»), pour donner une nouvelle représentation politique aux travailleurs et construire un mouvement de résistance à l'exploitation. Les structures du PPP existent dans quatorze voïvodies (départements) sur dix-sept, l'implantation étant particulièrement forte en Silésie (sud de la Pologne, bastion ouvrier et industriel du pays). Le PPP recrute parmi les mineurs, les sidérurgistes, les ouvriers de l'automobile, mais aussi parmi les personnels des supermarchés. Aux législatives de 2007, il a obtenu 160476 voix (0,99%). Il lutte entre autres pour le droit à l'avortement et le droit des femmes en Pologne. Aux européennes, le PPP exige l'arrêt des privatisations et des «réformes» néolibérales, la gratuité de l'éducation et de la santé, le retrait des armées polonaises d'Irak et d'Afghanistan, la semaine de travail de 35 heures, le salaire minimum à hauteur de 68% de la moyenne nationale... Comme aime à le dire Boguslaw Zieteck, son président, le PPP ressemble au NPA: un parti construit «par le bas» et résolument anticapitaliste.

ALLEMAGNE

Le fait notable de la situation de la gauche en Allemagne, ces dernières années, c'est l'émergence de Die Linke («La gauche»). C'est un pas en avant pour le mouvement ouvrier allemand, grâce à la radicalisation d'une série de militants issus des syndicats et de la social-démocratie, à l'Ouest. Mais il ne faut pas oublier que l'écrasante majorité de ce parti provient de l'ex-Parti communiste de RDA. Plus, le projet de sa direction se borne au retour à l'Etat-providence de la RFA des années 1970 et s'inscrit dans la recherche d'alliances avec la social-démocratie pour gouverner. Dans Die Linke comme à l'extérieur, les militants de la gauche anticapitaliste, qui n'ont pas d'illusions sur les alliances à venir avec le SPD, forment une nébuleuse active mais peu visible. Il faut souligner l'existence du réseau Gauche interventionniste, qui avait réussi le blocage du sommet du G8 à Rostock et qui a des relations avec la gauche anticapitaliste. Enfin, de petites organisations de la IV^e Internationale, comme l'ISL (présent dans Die Linke) et le RSB (qui anime des secteurs du mouvement social), jouent un rôle actif.

GRÈCE

La gauche radicale grecque est aussi puissante socialement et politiquement qu'elle est fragmentée organisationnellement. La situation grecque se caractérise par un mouvement syndical imposant, une crise politique endémique et une corruption généralisée. Force considérable, la gauche radicale se confronte au Pasok (parti mi social-libéral mi populiste, rongé par la corruption) et à l'un des derniers partis communistes néostalinien (le KKE). Synaspismos, qui accueille une palette de courants réformistes de gauche, a formé une coalition, Syriza, avec des organisations et courants révolutionnaires (KOE, DEA, Kokkino), qui défend une série de positions radicales, dont certaines sont ouvertement anticapitalistes. Une autre coalition, Antarsia, comprend une série d'organisations révolutionnaires (SEK, OKDE, NAR), qui coopèrent ensemble aux européennes, dans une perspective anticapitaliste et clairement indépendante du Pasok. Les deux coalitions n'ont pas de relations unitaires, mais elles participent aux réunions de la Gauche anticapitaliste européenne.

qui a marqué la naissance de...
pendante. Jusqu'en 2007, SC
contre la dérive gouverne-
PRC, en 2006, a décidé de
politique de subordination
a Critica n'a pas renoncé à
pour avoir refusé de voter
estée par sa participation au
utile, qui se batte pour un
mis avec le système. Sinistra
nne.

POUR UNE EUROPE DE PROGRES SOC



CRISE ÉCONOMIQUE PAS DE BOUT DU TUNNEL

Le monde s'enfoncé dans la crise capitaliste sans que personne ne soit capable d'en estimer l'ampleur et la durée.

« ET SI on s'en sortait? Les chiffres qui font espérer », lisait-on récemment à la une du *Point*. En janvier, un regain de consommation de 1,7% avait déjà déclenché l'enthousiasme, avant d'être refroidi par une baisse de 2% le mois suivant. La moindre amélioration conjoncturelle donne lieu à des spéculations médiatiques sur une reprise prochaine. La profondeur de la récession ne fait pourtant que se confirmer. Obama venait à peine de faire des déclarations sur les premiers « signes de progrès économique » que de nouvelles statistiques venaient démentir ses propos : recul des prix de détail et de la production industrielle, chute de 6,1% en rythme annuel du PIB au premier trimestre. Les bénéfices de quelques banques ne doivent pas faire oublier qu'aux Etats-Unis la solvabilité du système bancaire n'est toujours pas acquise. Les « tests de résistance » auxquels ont été soumises les banques américaines, montrent que la moitié d'entre elles auraient encore besoin de fonds malgré les renflouements. Parce qu'elle rechigne encore à nationaliser au-delà de Citigroup, l'administration Obama a mis sur pied le « plan Geithner ». Mais il n'est pas du tout certain que cette usine à gaz, pouvant mobiliser jusqu'à 2000 milliards de dollars, permette de débarrasser les bilans des banques des actifs toxiques sans passer par leur nationalisation. Les pertes sur les titres émis depuis les Etats-Unis sont évaluées entre 2 200 et 3 600 milliards de dollars. Seulement 30 à 50% de ces pertes ont été déjà réalisées. Il reste donc beaucoup à élucider.

La dynamique de la crise repose sur son caractère planétaire. Or, le commerce mondial diminue plus vite que durant la crise de 1929. En Chine, le ralentissement de la croissance est certes moins sévère que prévu. Mais des pays comme le Japon (deuxième économie mondiale) ou l'Allemagne (première économie européenne) connaissent de très graves difficultés avec la chute de leurs exportations. Pour l'instant, il n'y a pas de modèle de rechange au sein du capitalisme mondial parce que ni les inégalités sociales ni l'endettement américain ne sont remis en cause. Des tensions vont apparaître entre les bourgeoisies nationales et se cristalliser autour du commerce et des taux de change. A terme, le système monétaire mondial pourrait se fragmenter, accroissant ainsi l'instabilité.

En Europe, les économies d'Irlande, d'Espagne, du Royaume-Uni et d'Allemagne sont plus durement touchées que la moyenne, chacune pour des raisons différentes. Quant aux nouveaux pays membres de l'UE, ils subissent la chute des investissements directs. Le pacte de stabilité et les actions de la Commission pour la « concurrence » ont certes été remis au placard. Mais, comme au niveau mondial, l'ancien modèle disparaît sans qu'un nouveau apparaisse. Et comme partout, on tente de faire payer aux travailleurs la crise du système capitaliste.

Philip Grievés

et aussi

KANAKY: BONS RESULTATS POUR LE PT. Avec trois élus au congrès (sur 54 membres), le Parti travailliste (PT), fondé à l'initiative du syndicat USTKE il y a moins de deux ans, s'affirme comme un acteur incontournable dans la vie politique locale. Le PT va disposer ainsi d'une tribune et de moyens importants pour relayer les revendications sociales et le projet de société qu'il porte. Le PT a également trois élus à l'exécutif de la province Nord (avec 10,84% des suffrages), deux dans celui des Iles (20%) mais aucun au Sud (3,68%).

Au niveau du territoire, la droite reste majoritaire, avec 31 élus contre 36 dans la précédente mandature, et le Front national n'a plus aucun élu. Les partis du FLNKS, ensemble dans le Sud, divisés dans les autres provinces obtiennent 20 élus contre 18 auparavant. En province Sud, la droite anti-indépendantiste reste très majoritaire alors que dans le Nord c'est la situation inverse et dans les Iles il n'y a plus aucun élu de droite. C'est le reflet de la partition économique

La doyenne des juges d'instruction du pôle financier a accepté la plainte de l'ONG Transparency-International, élaborée par l'association de juristes Sherpa, pour recel de détournement de fonds publics, blanchiment, abus de bien social, abus de confiance et complicité, contre trois dirigeants africains, Omar Bongo du Gabon, Denis Sassou-Nguesso du Congo Brazzaville et Teodoro Obiang Nguema de Guinée Équatoriale. Le groupe Total est impliqué dans ces trois pays producteurs de pétrole. Le parquet, qui représente les intérêts de l'Etat néocolonial, avait déjà classé sans suite deux plaintes, en 2007 et 2008, estimant que les enquêtes n'avaient pas permis « de mettre en évidence les infractions pénales » alors que le fils Nguema possède

des Bugatti, des Ferrari et autres Rolls-Royce, que la famille Sassou Nguesso a un patrimoine de dix-huit biens immobiliers dans les quartiers chics de Paris et est titulaire d'une centaine de comptes bancaires et que Bongo, avec 70 comptes bancaires, est propriétaire d'au moins 33 biens immobiliers pour un traitement présidentiel de 15 000 euros par mois.

Aujourd'hui, le parquet s'oppose de nouveau à l'ouverture d'une information judiciaire avec le nouvel argument que les plaignants ne peuvent justifier d'un préjudice personnel dans ce dossier.

Cette troisième plainte s'attaque au cœur du système néocolonial français, mis en place par Jacques Foccart, initiateur pour le compte de De Gaulle de la « Françafrique », dans les années 1960, au moment de la vague de

décolonisation des pays africains. Ce système s'appuie sur des dictatures dont le rôle est de conserver les prérogatives coloniales de Paris sur le plan économique, en faveur des entreprises françaises, diplomatique, en alignant leur vote à l'ONU sur celui de la France, et militaire, en permettant l'installation des troupes françaises.

En parallèle, ces dictateurs du pré carré africain de l'Elysée vont financer les grands partis politiques de gouvernement, de droite comme de gauche. La longévité politique de plus de quarante ans d'Omar Bongo lui a permis d'emmagasiner nombre de secrets peu reluisants de la V^e République, ce qui fait que chacun se tient. Contrairement aux engagements électoraux de

Sarkozy, un tel système n'est pas prêt de changer et les ministres de la Coopération qui ont émis des réserves se sont retrouvés illico virés, comme Jean-Pierre Cot, en 1982, et plus récemment Jean-Marie Bockel.

Cette bataille judiciaire est donc importante, car elle est un élément de plus dans la lutte contre le maintien de la domination française sur nombre de pays africains. Une domination qui autorise, avec la bénédiction de ces dictateurs, les multinationales françaises à faire des profits considérables en pillant les peuples africains.

Paul Martial



KING BONGO

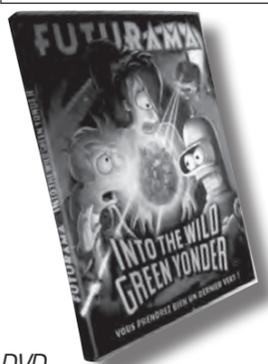


du pays, le rééquilibrage prévu par les accords est loin d'être effectif mais on pourra désormais compter sur la voix et les actions du PT pour lutter efficacement pour que les Kanaks retrouvent leur juste place dans la répartition des richesses.

SCANDALE À WESTMINSTER. Travaillistes ou conservateurs, députés ou ministres, les responsables politiques britanniques utilisent sans vergogne un système de notes de frais particulièrement généreux pour régler diverses dépenses n'ayant qu'un lointain rapport avec leur mandat : matériel de jardinage, nourriture pour chat, maintenance de tennis privé. Sans compter les dépenses liées à l'acquisition d'une seconde résidence... Pendant ce temps, pour les gens ordinaires, les salaires stagnent et le chômage explose. A quand, à Londres comme à Paris, des élus aux revenus limités à ceux des électeurs qu'ils sont censés représenter?

MASSACRES AU SRI LANKA. A la suite de la présence d'une centaine d'enfants parmi les civils tués les 9 et 10 mai lors des bombardements de l'armée, l'ONU se réveille et dénonce « une tuerie » et « un bain de sang ». En fait, le carnage – dont les principales victimes sont les populations civiles – dure depuis plusieurs semaines, provoqué par « l'assaut final » des troupes gouvernementales contre les Tigres Tamouls. Pour pouvoir massacrer à l'abri des regards, le gouvernement du Sri Lanka a d'ailleurs interdit la zone des combats aux journalistes et aux ONG...

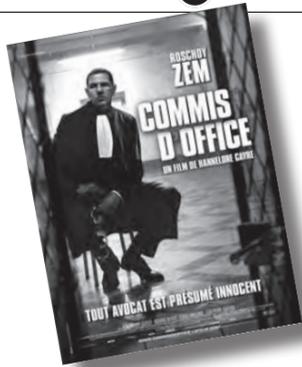
CRISE HUMANITAIRE AU PAKISTAN. C'est le résultat de la contre-offensive de l'armée pakistanaise – impulsée par les Etats-Unis – et des affrontements extrêmement violents qui se déroulent dans la vallée du Swat avec les talibans pakistanais. Près de 400 000 personnes ont fui la région des combats et s'entassent désormais dans des camps de réfugiés. Là encore, ce sont les populations civiles qui souffrent.



**DVD
FUTURAMA INTO THE WILD GREEN YONDER** / Peter Avanzino/Fox

Into The Wild Green Yonder («Vous prendrez bien un dernier vert?») embarque les membres du Planet Express dans une aventure écolo qui les verra s'opposer à un promoteur immobilier sans scrupule bien décidé à construire un nouveau Mars Vegas menaçant l'existence même de nombreuses espèces. L'humanoïde Bender tente d'arracher son amour de robote aux griffes de son mafieux de mari, tandis que son amie Leela, plus féministe que jamais, choisit la lutte armée contre les forces maléfiques qui menacent l'écosystème. Imaginée par Matt Groening, le créateur des Simpsons, Futurama fut d'abord une série animée aussi culte qu'anticonformiste. Après quatre saisons au ton furieusement déjanté et insolent, l'aventure se poursuit en quatre longs-métrages inédits. *Into The Wild Green Yonder* est le dernier opus du lot. Le dernier? Espérons que non, les occasions de se gondoler de concert, de 7 à 77 ans devant la télé, sont trop rares.

Enzo



**CINEMA
COMMIS D'OFFICE** / Hannelore Cayre

L'histoire est plutôt banale : un avocat aide un truand à sortir de prison en prenant sa place. Pas trop palpitant. Mais tout cela est ici très secondaire, au propre comme au figuré, par rapport au message qu'entend faire passer un film ouvertement dédié «aux soutiers du pénal». Ce que nous montre, dans ce premier long-métrage, Hannelore Cayre, elle-même avocate de profession, c'est l'envers du décor. La réalité du travail des commis d'office, avocats sous-payés, surexploités et méprisés, qui constituent un véritable prolétariat des prétoires, à l'image de leurs clients. Allant au bout de sa logique, le film écorne au passage une justice à deux vitesses, pour les prévenus comme pour leurs avocats. Discrimination sociale, peines automatiques et procès bâclés sont mis en avant, sans aucune retenue, dans un monde où, comme ailleurs, l'argent fait souvent la différence.

Aurélien Smirnoff



**MUSIQUE
GOOD MORNING ENGLAND** / Bof/Mercury

En présentant cette bande originale de film, saisissons aussi l'occasion de vanter cette petite sucrerie cinématographique, sans grande prétention et avec certes ses faiblesses, mais qui tombe assez bien en pleine période de loi «Hadopi». Histoire de rappeler que les radios pirates jouèrent un rôle non négligeable dans la diffusion des grands courants de la musique populaire (ici le rock, mais par la suite le reggae ou le hip-hop). Quitte à en enrichir les brillants artistes (dans ce cas les Who, les Isley Brothers ou David Bowie) en diffusant leurs œuvres par pure passion. Pour le reste, ce double CD vous évitera d'avoir à télécharger ces grands classiques autrefois iconoclastes.

King Martov



**BD
LE GROOM VERT-DE-GRIS** / Schwarz, Yann et Lacroix/Dupuis/13,50 euros

Il est toujours risqué de reprendre des anciens héros de BD, d'autant que cela sent souvent le filon commercial. On ne peut pourtant que se féliciter de la nouvelle série des Spirou, marquée par l'ingéniosité et le talent de jeunes auteurs. Comme celui d'avant, ce dernier album s'intéresse à la jeunesse de Spirou et la situe dans le contexte trouble de la Deuxième Guerre mondiale, avec une Belgique occupée par les nazis. Le groom Spirou officie dans un grand hôtel, où résident les plus hauts dignitaires nazis. Il en profite pour donner des renseignements à un réseau de résistance. Les auteurs utilisent avec subtilité et humour le contexte historique. Le scénario est un peu alambiqué, mais on retiendra le conseil à Spirou d'une vendeuse de caricoles (escargots): «*Laquis des riches, guerre ou pas guerre, ce n'est pas une occupation honorable!*»

Sylvain Pattieu



<http://diablogtime.free.fr>

Alambic'up est un site d'actualité de résistance citoyenne qui œuvre pour le droit et la promotion d'une information libre, alternative, où la justice et la vérité priment sur l'information formatée des médias, détenus par des grands patrons esclaves du pouvoir politique et financier. On y retrouve des affaires passées au second plan par les médias et un vrai suivi des affaires qui mettent en danger la démocratie.

www.rsff.org/

Tout le monde connaît Reporters sans frontières (RSF). Alors que sort le livre de Don McCullin, 100 Photos pour la liberté de la presse, il est temps de (re)découvrir leur site. Dans certains pays, un journaliste peut passer plusieurs années en prison pour un mot ou une photo. Reporters sans frontières, fondée en 1985, œuvre au quotidien pour la liberté de la presse en enquêtant et luttant contre la censure, en dénonçant les mauvais traitements et la torture et en soutenant les journalistes pour améliorer leur sécurité dans les zones de conflit.

www.noslibertes.org

Ce site collectif, où le mot «diversité» signifie encore quelque chose, œuvre activement contre une culture unique mondiale que l'on nous impose. L'objectif du collectif est de redonner de l'humanisme à une société mécanisée et de tenter de proposer des solutions alternatives pour sortir de la matrice multinationale industrielle.

**HADOPI
LOI LIBERTICIDE**

Prétendant défendre les droits d'auteur, le projet de loi «Hadopi» cache une orientation profondément rétrograde.



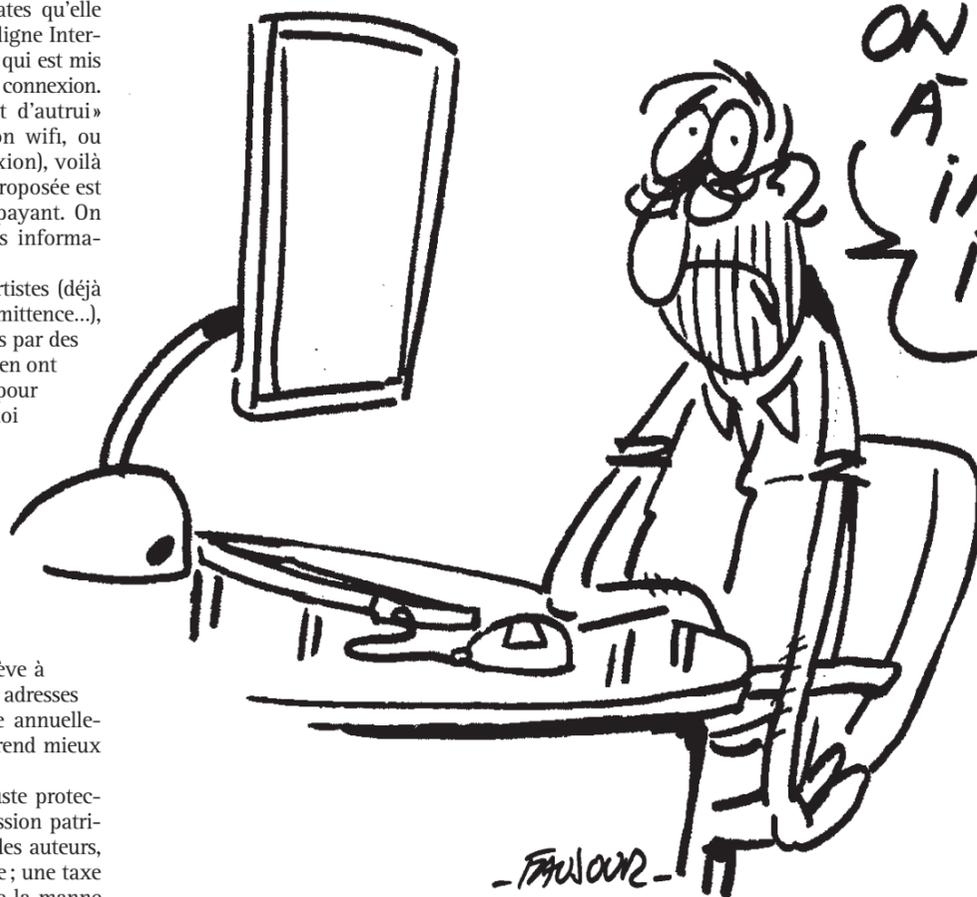
La loi Hadopi ne s'attaquera pas aux pirates qu'elle prétend traquer, mais au possesseur de la ligne Internet, dont la responsabilité est engagée, et qui est mis en devoir de devenir le propre flic de sa connexion. La responsabilité juridique «pour le fait d'autrui» (dans le cas de piratage d'une connexion wifi, ou de plusieurs utilisateurs d'une même connexion), voilà une grande première juridique! Bien sûr, la solution proposée est l'installation quasi obligatoire d'un logiciel espion, payant. On comprend mieux pourquoi les fabricants de logiciels informatiques y sont favorables...

Ensuite, loin de protéger les plus fragiles parmi les artistes (déjà passablement mis à mal par les «réformes» de l'intermittence...), les poursuites se feront sur la base des enquêtes menées par des cabinets privés représentant les ayants droit - ceux qui en ont les moyens, majors du disque et du cinéma, et tant pis pour les petits indépendants! On comprend mieux pourquoi les majors y sont favorables...

De plus, loin de réellement protéger les droits d'auteurs, le projet «Hadopi» s'y attaque, notamment en ce qui concerne les journalistes. Jusqu'à présent rémunérés à chaque publication sur tout nouveau support, ceux-ci pourront voir leurs articles libres d'être utilisés à l'envi par les groupes de presse pour une seule et unique rémunération. On comprend mieux pourquoi les patrons de presse y sont favorables...

Enfin, le coût estimé de la mise en place de la loi s'élève à plus de 35 millions d'euros par an (fichage, traçage des adresses IP, avertissements envoyés, etc.). Offrir un tel chèque annuellement à des services privés de police du Net, on comprend mieux pourquoi le gouvernement y est favorable...

De nombreuses solutions existent pour assurer une juste protection et rémunération des artistes: la fin de la transmission patrimoniale des droits d'auteurs, refundus, après la mort des auteurs, en une enveloppe globale d'aide à la création culturelle; une taxe sur le chiffre d'affaires des principaux bénéficiaires de la manne culturelle (les fabricants de matériel informatique, fournisseurs d'accès et autres), qui viendrait financer l'emploi et les salaires des travailleurs de la culture; le développement de médiathèques publiques, physiques ou numériques, permettant une réelle démocratisation culturelle; des licences ouvertes sur les nombreux modèles existant d'ores et déjà (creative commons...). Bref, un véritable ser-



vice public de l'Internet et de la culture... Et là, on comprend mieux pourquoi ni les majors du disque ou du cinéma, ni le Medef, ni les patrons de presse, ni le gouvernement, n'y sont favorables.

Yvan Guibert

1. Haute Autorité pour la diffusion des œuvres et la protection des droits sur Internet.



ÊTRE ANTICAPITALISTE AUJOURD'HUI. LES DÉFIS DU NPA PHILIPPE PIGNARRE

LA DÉCOUVERTE, 182 PAGES, 13 EUROS



DÉSIREUX de cerner les « défis » auxquels est confronté le NPA, l'auteur s'est essentiellement intéressé aux conceptions politiques qui ont rendu possible cette aventure mais qui, si elles ne sont pas « questionnées », peuvent aussi en hypothéquer le développement. Ces conceptions, on le sait, ont mûri au sein de la LCR... que Philippe Pignarre connaît bien. Ce qui lui permet de jeter un regard acéré et d'opérer de nombreux va-et-vient entre les débats passés de la LCR et les réalités idéologiques et militantes qui sont aujourd'hui celles du NPA.

Parmi les obstacles à surmonter : la tendance à sacrifier l'approfondissement des aspirations et des revendications concrètes aux perspectives générales, le risque que la bataille pour le « tous ensemble », qui vertèbre l'activité du NPA, ne soit les préoccupations fort diverses des nouveaux militants (et militantes) du NPA et que la perspective révolutionnaire des militants de l'ex-LCR ne conduise à nouveau à remplacer la politique (analyser une situation, définir une orientation) par la « pédagogie » (révéler un programme qui, d'une certaine manière, préexisterait à l'expérience commune). Dangers bien réels...

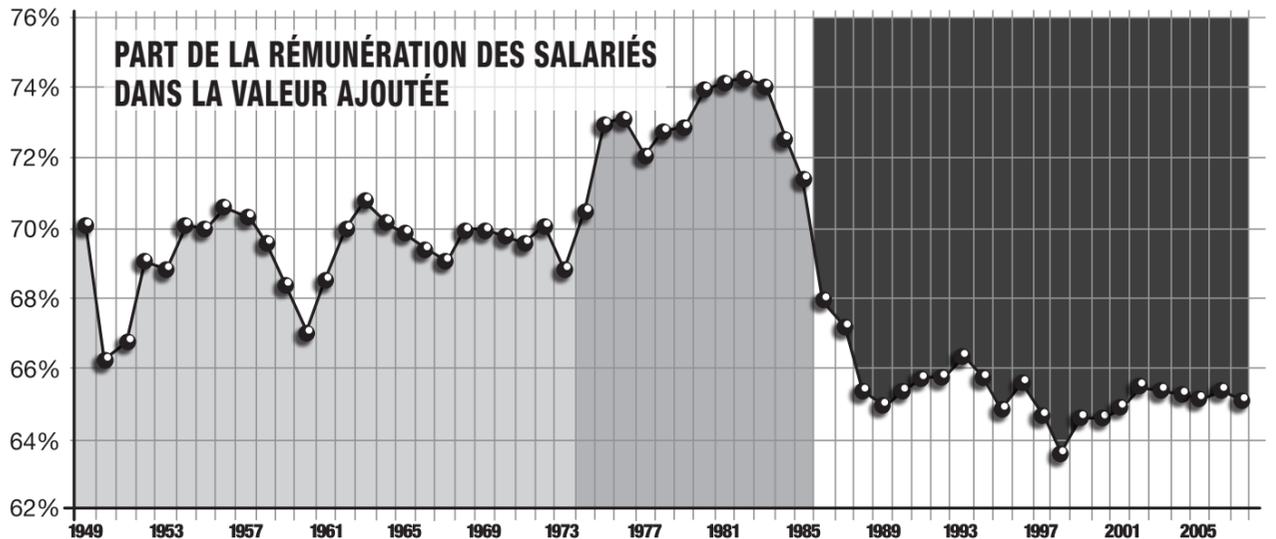
Mais Pignarre « simplifie » (pour le moins) le discours révolutionnaire : « Tant que le système n'est pas renversé, toutes les expériences sont vouées à l'échec, soit par intégration, soit par destruction. [...] Le révolutionnaire sait qu'il a peu de chances de se tromper, mais la leçon qu'il donne a une telle valeur générale qu'elle est aussi inutile que désespérante. » Constat cruel, mais qui ne permet pas d'éluder la question : cette leçon « inutile », « désespérante » et « générale » contient-elle... une part de vérité? Faut-il, pour les besoins de la démonstration, opérer une telle séparation entre « révolutionnaires » (obsédés par le but) et « anticapitalistes » (intéressés par les expérimentations)? Et pourquoi pas des révolutionnaires soucieux de combats spécifiques concrets et des anticapitalistes s'intéressant aux questions stratégiques? C'est un peu le pari du NPA! En tout cas, un débat à approfondir...

François Coustal

À COMMANDER À LA LIBRAIRIE LA BRÈCHE (PORT GRATUIT)
27 RUE TAINE 75012 PARIS TÉL.: 01 49 28 52 44 FAX: 01 49 28 52 43
www.la-breche.com

CRISE ÉCONOMIQUE LE PARTAGE DES RICHESSES EN QUESTION

« Partage des richesses ou alors ça va péter ! » : on le scande depuis des années en manif. Maintenant, tout le monde en parle, puisque c'est dans l'augmentation des inégalités que se situe l'origine profonde de la crise.



En octobre 2008, l'Organisation pour la coopération et le développement économiques (OCDE) a publié un rapport intitulé « Growing Unequal » (traduction officielle : « Croissance et inégalités »), dans lequel on lit les révélations suivantes : « La crainte est générale, en effet, que la croissance économique ne soit pas équitablement partagée. Un sondage de la BBC, réalisé en février 2008, indiquait que les deux tiers environ de la population, dans 34 pays, estimaient que les évolutions économiques de ces dernières années n'avaient pas été justement partagées. » Ou encore : « Ce rapport est consacré à un examen de la situation dans les 30 pays développés qui constituent l'OCDE. Il montre que les inégalités de revenu se sont creusées au moins depuis le milieu des années 1980 et probablement depuis le milieu des années 1970. » Et même : « La seule façon durable de réduire les inégalités est de mettre fin à la tendance sous-jacente au creusement des écarts sur le plan des salaires et des revenus du capital » Mais, malheureusement, « les revenus des très très riches ne sont pas pris en compte dans ce rapport, car on ne peut pas les appréhender correctement au travers des sources de données habituelles concernant la distribution des revenus ».

PLUS POUR LES DIVIDENDES...

Bien entendu Sarkozy a aussi voulu avoir son mot à dire sur ce sujet. Il a demandé au directeur général de l'Insee un rapport sur « Partage de la valeur ajoutée, partage des profits et écarts de rémunérations en France », pour la fin mai, en vue de le présenter aux « partenaires sociaux ». Le partage de la valeur ajoutée (VA), c'est le partage primaire du revenu issu de la production, entre revenu du

capital et revenu du travail. Ce dernier est défini d'une façon large. Il est constitué des salaires nets et des salaires socialisés, c'est-à-dire des cotisations sociales ouvrières et patronales, qui servent au financement des prestations sociales (aux malades, aux retraités, etc.). Le calcul est restreint aux seules sociétés non financières ; il exclut les banques, pour lesquelles la notion de VA n'est pas évidente, et les administrations publiques, dont le capital ne fonctionne pas, en principe, comme un capital privé à rentabiliser. Les chiffres, depuis 1949, sont disponibles sur le site de l'Insee.

Dans le graphique ci-contre, on peut distinguer trois périodes : 1949-1974 (environ 69%), 1975-1985 (73%), 1986-2007 (65%). La bosse de la fin des années 1970 est due aux chocs pétroliers que les patrons n'ont pas pu faire payer aux salariés, malgré le plan Barre de 1976. Mais, ensuite, les deux septennats de Mitterrand (d'abord avec l'Union de la gauche, puis avec la droite) ont rétabli la situation... et même au-delà. Et, Jospin, en 1997-2002, n'a rien arrangé. En fait, le partage actuel n'a jamais été aussi bas depuis 60 ans et on peut faire le petit calcul suivant. Si l'on se réfère à la moyenne des années 1960, le coefficient de partage a baissé de 4% ; depuis 1988, cela fait plus de 500 milliards d'euros qui sont passés de la poche des salariés dans celle des patrons. On comprend bien les explosions de la Bourse et des dividendes.

... MOINS POUR LES SALAIRES

Le rapport commandé par Sarkozy n'est pas encore public, mais des fuites ont eu lieu. La lecture du graphique qui est proposée par le journal Les Echos se réduit aux 20 dernières années, avec le commentaire « le partage de la VA est stable en France, alors qu'il a baissé

dans la plupart des autres pays ». Ce qui revient à « oublier » la baisse brutale des années 1980 en France. En fait, tous les pays montrent un partage en baisse, brutale ou non, depuis la vague libérale des années 1980.

Le revenu du capital dans le partage de la VA est le profit brut. Mais on peut aussi s'intéresser au partage du profit net, au sens de la comptabilité des entreprises, en enlevant notamment les impôts et les prélèvements des banques sous forme d'intérêts, mais en rajoutant les revenus financiers reçus par les (grandes) entreprises. Ce profit net serait distribué pour 36% aux actionnaires (dividendes), pour 7% aux salariés (intéressement), et les 57% restant aux entreprises pour investir. On est loin du partage en trois tiers qui serait le « juste » partage selon Sarkozy, manifestement mal renseigné par ses conseillers.

Le troisième objet du rapport concerne l'évolution des salaires, et plus exactement des écarts de rémunérations salariales. Les chiffres ne sont pas disponibles en séries longues mais, sur la période 1996-2006, ils montrent que 99% des salariés ont eu une augmentation annuelle moyenne de moins de 1%. Cela va beaucoup mieux pour les très hauts salaires, qui évoluent au moins deux fois plus vite, surtout si l'on précise que les stock-options et autres bonus non imposables restent inconnus des statistiques. Les discours sur la « moralisation du capitalisme » tentent de nous faire croire que la crise est due à ces hauts salaires « insupportables ». Mais c'est le capitalisme lui-même qui est insupportable!

Jacques Bourmay

boîte à lettres

Pour nous écrire, pour prendre contact : redaction@npa2009.org // NPA, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil

A PROPOS DU « GANG DES BARBARES » (R., SAINT-DENIS) : Il aurait été nécessaire que notre journal parle du procès des assassins d'Ilan Halimi, ce jeune Juif enlevé et torturé à mort en 2006. Ses assassins, que leur chef appelle le « gang des barbares », ont admis qu'ils l'avaient choisi parce que les Juifs sont riches et peuvent payer une forte rançon. Ce lien fait entre les Juifs et l'argent, ainsi que l'acharnement sur la victime, montre, s'il en était besoin, qu'il s'agissait clairement d'un acte antisémite. Il y avait eu, à l'époque, beaucoup d'hésitations à l'extrême gauche pour qualifier ainsi cet acte. Cela avait débouché sur une abstention lors des manifestations de protestation, erreur regrettable, partagée par le Mrap. A l'heure où Dieudonné lance une liste de fait antisémite pour les Européennes, il convient de rappeler où peut mener le délire antijuif, qui fut à la base du meurtre d'Ilan Halimi comme, dans le passé, à la source de bien d'autres crimes. Il convient d'être vigilants à l'égard du renouveau de l'antisémitisme que l'on note depuis quelques années.

MONNAIE (M. D.) : Je participe depuis le début de sa création au NPA, et j'ai beau lire le programme politique, qu'il soit de fondation ou de campagne électorale, il reste un point d'interrogation : même si on redonnait le contrôle du système bancaire pour le rendre au peuple, cela ne suffirait pas à combattre le capitalisme, car la monnaie utilisée par cette banque « populaire » serait toujours une monnaie spéculable, spéculative, thésaurisable, bref une monnaie permettant toutes les manipulations et les escroqueries. Jusqu'en 1965, l'économie distributive fut enseignée dans les universités. Mais vint la théorie de Friedman, qui supplanta celle de Keynes. Le monétarisme libéral de Friedman est directement la cause de la crise bancaire actuelle. En réponse à la crise, presque tous les partis veulent prendre des mesures de moralisation économique. De la gauche du PS à la droite, on veut revenir à l'intervention de l'Etat, c'est-à-dire aux théories de Keynes. La vraie gauche veut plus, en créant un pôle bancaire nationalisé, solution qui permettra plus de justice, mais n'empêchera pas les manipulations monétaires. La monnaie de consommation [...] est l'élément du puzzle qui manque au NPA pour faire une vraie révolution.



Villeneuve-la-Garenne, le 14 mai. 300 agents d'EDF ont bloqué le courant sur la zone du port de Gennevilliers pendant une heure. (LOUIS ALOISIO)

en meetings **NPA-EUROPEENNES2009.ORG**

**SUD-EST
EN PLEIN
DANS LE MILLE**



Vénissieux, le 11 mai. Un meeting placé sous le signe du soutien aux luttes. (DANIEL)

Plus d'un millier de personnes ont participé au meeting de lancement de la campagne européenne du NPA, à Vénissieux, ville populaire de l'agglomération lyonnaise.

Le meeting était centré sur les luttes sociales en cours. Des salariés d'entreprises de la région, Jtekt et Lafarge, ont relaté leur mobilisation contre les licenciements et la fermeture de leur site, avec occupation et « retenue » du patron. Le NPA a apporté son soutien total aux interventions des représentants du Planning familial, de RESF et du Collectif Palestine.

Alain Mosconi, syndicaliste corse, est intervenu: «Pè fà sente a voce de a populo corsa in Auropa.» Myriam Combet, conseillère régionale, a expliqué comment le président socialiste du conseil régional Rhône-Alpes, appuyé par les conseillers du PCF et du PG, finance à fonds perdus des entreprises qui licencient et délocalisent.

Raoul Jennar, tête de liste pour le Sud-Est, est intervenu pour dénoncer en particulier l'Europe forteresse qui exploite les pays pauvres et fait la chasse aux immigrés.

Olivier Besancenot a pris l'exemple des luttes dans divers pays européens, comme la Grèce, pour montrer que l'Europe est une bonne échelle pour résister aux dégâts du capitalisme. La présence de listes internationalistes et anticapitalistes dans plusieurs pays rend possible le projet d'un socialisme sans frontières. Un public nombreux, un meeting chaleureux, prolongé par un « verre de l'amitié » qui a permis des discussions et des contacts fructueux.

Christian, NPA Rhône

**OUEST
LANCEMENT
DE CAMPAGNE
À CARHAIX**



Si on a l'habitude de dire que les élections européennes ne suscitent pas grand intérêt, ce n'est pas le sentiment qu'ont affiché les halles de Carhaix, le 5 mai, pour l'ouverture officielle de la campagne du NPA de la circonscription Ouest, dont la tête de liste est Laurence de Bouard. Alain Krivine était également présent.

Ce premier meeting a débuté par une présentation en langue bretonne, suivie d'une tribune aux luttes locales. Une déléguée CGT d'ERDF a fait état de la répression contre les grévistes et souligné l'importance de la lutte contre la casse du service public de l'énergie organisée par les gouvernements successifs.

Un camarade de Châteaulin a expliqué la difficulté d'organiser la riposte ouvrière face à la société Livbag de Pont-de-Buis, le numéro un mondial de l'airbag automobile, qui va supprimer 133 emplois sur 900 après s'être débarrassé de 350 intérimaires. Un texte du collectif de Trébrivan contre l'implantation d'une maternité porcine industrielle et pour une agriculture durable, garante de la santé et respectueuse de l'environnement, a été lu.

Laurence de Bouard a dénoncé « la rentabilité aigüe qui s'immisce subrepticement dans tous les secteurs de nos vies, pour enrichir toujours plus les actionnaires ». « Nous voulons une Europe réellement démocratique qui abroge les lois sécuritaires et ferme les centres de rétention des immigrés. Le capitalisme est en faillite, malade de ses excès, et nous le ferons savoir le 7 juin: il n'est pas question pour nous, de payer leur crise! », a-t-elle conclu.

Pour finir, Alain Krivine a expliqué les rouages du Parlement européen et souligné « l'importance du rôle militant pour mobiliser une population, hélas bien souvent peu concernée par ce scrutin ». Plus de 90 de personnes remplissaient la salle. Cette bonne affluence n'était pas réellement une surprise, la population de la Bretagne du centre, ses élus, dont le maire de Carhaix, connaissent toute l'énergie que Laurence a déployée lors du conflit pour le maintien des services de l'hôpital.

Matthieu Guillemot

**ESPAGNE,
PORTUGAL
POUR UN PÔLE
ANTICAPITALISTE
EUROPEEN**



Porto (Portugal), le 8 mai. Olivier Besancenot participe au meeting du Bloco de Esquerda (DR).

La campagne du NPA pour les prochaines élections européennes ne connaît pas de frontières. Olivier Besancenot a ainsi participé aux meetings de lancement de campagnes au Portugal et en Espagne.

A Porto, devant plus de 500 personnes, Miguel Portas, Alda Sousa, Francisco Louça et Olivier Besancenot ont présenté les propositions communes du Bloc de gauche (huit députés) et du NPA contre la crise et les politiques de l'Union européenne. Cela se traduit au Portugal par une campagne pour la levée du secret bancaire et pour obliger les banquiers à payer la faillite des banques.

A Barcelone et Madrid, les premiers meetings d'Izquierda anticapitalista, ont rassemblé 500 personnes à Barcelone et plus de 700 à Madrid. Izquierda anticapitalista, dont les listes sont menées par deux femmes, Esther Vivas et Carmen San José, a recueilli 18000 signatures de citoyens et de 80 élus. Les meetings ont eu une bonne couverture médiatique et sont soutenus par des personnalités des mouvements sociaux, des syndicats et des artistes comme Ken Loach ou Manu Chao.

Avec l'émergence d'une nouvelle génération militante, ces premiers meetings montrent que la constitution d'un pôle anticapitaliste en Europe est possible et indispensable.

François Sabado



Paris, 20^e, le 7 mai. Conférence de presse du NPA pour le lancement de la campagne européenne avec, de gauche à droite, Yvan Zimmermann (Est), Omar Slaouti (Ile-de-France), Laurence de Bouard (Ouest), Olivier Besancenot, Raoul Jennar (Sud-Est), Myriam Martin (Sud-Ouest), Christian Nguyen (Centre). (JMB)

S'ABONNER

Abonnements

par prélèvement automatique

Cochez la formule de prélèvement retenu et renvoyez nous le formulaire accompagné d'un RIB à N. S. P. A. C, 2 RUE RICHARD LENOIR, 93100 MONTREUIL.

HEBDOMADAIRE du NPA
(14 euros par trimestre)

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(25 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE du NPA
(10 euros par trimestre)

Tarif jeunes/chômeurs/précaires

HEBDOMADAIRE + MENSUEL du NPA
(19 euros par trimestre)

J'autorise par la présente, l'établissement teneur du compte à prélever sur ce dernier le montant des avis de prélèvement trimestriel établis à mon nom, qui seront présentés par:

ORGANISME CREANCIER:

**NOUVELLE SOCIÉTÉ DE PRESSE,
D'AUDIOVISUEL ET DE COMMUNICATION
(NSPAC) - 2, RUE RICHARD-LENOIR
93100 MONTREUIL**

NUMERO NATIONAL D'EMETTEUR:

554755

Titulaire du compte

NOM:

PRENOM:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

MAIL:

Désignation du compte à débiter

CODE ÉTABLISSEMENT CODE GUICHET

N° DE COMPTE

CLÉ RIB

DATE:

SIGNATURE:

Etablissement teneur du compte

BANQUE:

ADRESSE:

CODE POSTAL:

VILLE:

Abonnements par chèque à l'ordre de N.S.P.A.C (2, rue Richard Lenoir - 93100 Montreuil) ENTouREZ LA FORMULE QUE VOUS AVEZ RETENUE:

FRANCE ET DOM-TOM
L'hebdo 6 mois 1 an
28 euros 56 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
50 euros 100 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo 6 mois 1 an
20 euros 40 euros

Tarif jeunes/chômeurs/précaires pour l'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
38 euros 76 euros

Abonnement à la revue mensuelle 6 mois 1 an
22 euros 44 euros

ÉTRANGER
L'hebdo 6 mois 1 an
45 euros 90 euros

L'hebdo + le mensuel 6 mois 1 an
65 euros 130 euros



Saint-Denis UN «PETIT LKP»

«Saint-Denis en lutte» s'est construit à l'initiative de syndicalistes SUD, CGT, CNT, FSU, d'un collectif d'employés municipaux, des salariés et étudiants de Paris 8, de l'Apeis et de la Compagnie Jolie Môme pour la préparation de la grève du 29 janvier. Pour la grève du 19 mars, le collectif a organisé un cortège très combatif au sein du cortège de la CGT 93.

Après le 19 mars, le manque de perspectives nationales a posé le problème de construire un «petit LKP». Le collectif s'est alors adressé aux associations, unions locales et partis politiques pour organiser la manifestation du 1^{er} Mai. Des familles mal logées, la coordination 93 des sans-papiers, RESF, les Communistes unitaires,

Alternative libertaire ont rejoint le collectif avec, bien sûr, le NPA. C'est ainsi qu'une impressionnante manifestation de 400 personnes a défilé dans Saint-Denis avant de rejoindre la manifestation parisienne du 1^{er} Mai. Des militants du PCF et de LO étaient présents, malgré l'absence regrettable de leurs partis et de la CGT. Le collectif est aussi intervenu, le 7 mai, pour empêcher la tenue d'un forum organisé, à la Bourse du travail, par le ministère de l'Intérieur, sur l'insécurité. Ses propositions et slogans ont poussé le sous-préfet à lever la séance.



Saint-Denis, 1^{er} mai 2009. Manifestation à l'appel de «Saint-Denis en lutte». (ALTERNATIVE LIBERTAIRE SAINT-DENIS)

La revue mensuelle Tout est à nous! est sortie!

Vous pouvez vous procurer le n°1 en envoyant un chèque de 4 euros à Tout est à nous! La revue, 2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil, à l'ordre de NSPAC, voir aussi formules d'abonnement en page 11. Les abonnés la recevront dans quelques jours.



PRIVATISATION DE LA POSTE. L'annonce du report du changement de statut de La Poste démontre le caractère idéologique de ce projet. Officiellement, la crise économique en serait la cause. Pourtant, au moment des premières annonces de Sarkozy, en décembre 2008, n'étions-nous pas déjà en crise? Il est vrai que les élections européennes n'étaient pas si proches. Si le projet était si favorable au développement de La Poste et la sauvegarde de son service public, le gouvernement devrait, au contraire, profiter des échéances électorales pour le défendre. Les mobilisations des postiers et des usagers ont démontré l'impopularité de cette privatisation déguisée et ont imposé au gouvernement un premier recul. Une première étape a été franchie. Imposons, par des mobilisations encore plus conséquentes, l'abandon pur et simple de ce projet.

Dieudonné, une liste d'extrême droite de plus. Après la liste du Front national et celle des amis de Carl Lang, l'extrême droite «antisioniste» aura également sa tribune, sortant ainsi de la confidentialité, pour la première fois depuis les années 1940. La liste francilienne, conduite par Dieudonné, regroupe des néofascistes, des illuminés sectaires, des extrémistes religieux, des adeptes de la théorie du complot, des nationaux-catholiques antimusulmans, un cadre régional du FNJ ainsi que des révisionnistes. Cette liste de prétendus «anticommunautaristes», pour beaucoup partisans de l'assimilation et du colonialisme, dénonce la «sionisation» de la société évitant ainsi les débats sur les difficultés économiques et sociales auxquelles sont confrontés les travailleurs et la jeunesse des quartiers populaires. Et pour cause, ces questions pourraient la faire voler en éclats. Cette liste distille un antisémitisme, plus ou moins explicite selon ses composantes, favorisant une nouvelle offensive amalgamant antisionisme et antisémitisme. Elle porte ainsi atteinte à la cause palestinienne et bénéficie à ceux qui veulent étouffer toute forme de critique à l'encontre de la politique coloniale des gouvernements israéliens successifs, aggravée aujourd'hui par la présence de Avigdor Lieberman (extrême droite) au gouvernement. Pour notre part, nous pensons que la meilleure façon de combattre l'impudence de l'extrême droite, sous ses différentes appellations, est de mener campagne pour une Europe sociale, démocratique, écologique, une Europe des droits et de l'égalité. Nous poursuivons notre lutte contre l'Europe forteresse, pour la solidarité internationale. Nous continuerons de soutenir la lutte du peuple palestinien et les anticolonialistes israéliens, juifs et arabes, militants pour une paix juste et durable au Moyen-Orient.

«TAPAGE DIURNE» À BORDEAUX. Monica, militante NPA et élue municipale à Lormont (Gironde), a été interpellée, le 10 mai, au cours d'une manifestation unitaire contre la venue d'Alliot-Marie à l'inauguration des salles du musée d'Aquitaine de Bordeaux consacrées au passé esclavagiste de la bourgeoisie bordelaise. Sans sommation, des policiers l'ont brutalement arrachée de la tête du cortège, en la plaquant au sol. L'arrestation s'est faite au motif de «tapage diurne» car c'est elle qui tenait le mégaphone. Il s'agissait en fait de faire taire toute contestation à Sarkozy à l'occasion de la venue de représentants du gouvernement. Voilà une significative manière pour le gouvernement de commémorer les crimes de l'esclavage. L'arrestation d'une responsable politique en tête de cortège est une première inacceptable! Monica a été libérée après deux heures passées au commissariat et une manifestation d'une centaine de personnes pour exiger sa libération.

CONTRE L'HOMOPHOBIE. L'Idaho, ce n'est pas seulement un Etat de l'ouest des Etats-Unis pouvant faire basculer une élection présidentielle, c'est aussi l'International Day Against Homophobia («Journée internationale contre l'homophobie»). Depuis 2005, chaque 17 mai est l'occasion de faire-valoir partout dans le monde les droits des lesbiennes, gays, bi, trans et intersexes pour qu'enfin l'homosexualité soit dépénalisée universellement. Cette année est l'occasion de mettre l'accent sur l'oppression exercée par les Etats et les institutions médicales sur les personnes trans. Elles sont encore considérées comme malades mentales par l'OMS et, dans un rapport d'avril 2009, la Haute autorité de santé française défend la pathologisation de la question trans. Nous revendiquons que les trans puissent librement disposer de leur corps, sans qu'un psy décide à leur place. Nous revendiquons aussi que les trans puissent librement faire modifier leur prénom et leur genre sur leur état civil.

NO COMMENT

Comment voulez-vous accueillir tout le monde?

NICOLAS SARKOZY,
(PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE)
À PROPOS DES HÔPITAUX.

TOUT est à nous!
hebdomadaire du Nouveau Parti anticapitaliste
Rédaction: 01 48 70 42 27
Diffusion: 01 48 70 42 31
Administration: 01 48 70 42 28
2, rue Richard-Lenoir, 93100 Montreuil
Mail: redaction@npa2009.org
Commission paritaire: en cours
Tirage: 9000 exemplaires

Société éditrice: Nouvelle Société de presse, d'audiovisuel et de communication (NSPAC) SARL au capital de 3500 euros (durée 60 ans)
Gérant et directeur de publication: François Coustal
Impression: Rotographie, Montreuil-sous-Bois
Tél.: 01 48 70 42 22
Fax: 01 48 59 23 28
mail: rotoimp@wanadoo.fr